

***l'Anti*capitaliste**

n°576 | 8 juillet 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

LE MONDE BRÛLE



D'UNE ALTERNATIVE ÉCOSOCIALISTE

Dossier

Du Pakistan aux Philippines,
face à la pandémie et aux
régimes autoritaires

Pages 6 et 7

ÉDITO

Contre les riches et les patrons,
toute notre solidarité avec les
«islamo-gouachistes» Page 2

PREMIER PLAN

Congrès du RN:
Perpignan aux couleurs
de l'antifascisme Page 2



ACTU POLITIQUE / NPA

Élection présidentielle:
#Poutou2022, c'est parti!

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Éric Toussaint

Page 12



édito

Par MANU BICHINDARITZ

Contre les riches et les patrons, toute notre solidarité avec les «islamo-gouachistes»

« Selon vous, faut-il dissoudre l'association Attac ? » C'est – sans détour – la question posée lundi aux lecteurs du *Figaro* qui, comme souvent, pousse la logique du concert des plaintes et indignations sélectives jusqu'au bout... Deux jours plus tôt, une trentaine de militantEs de l'association altermondialiste habillés en combinaison blanche avaient osé asperger de gouache noire les vitrines flambant neuves de la Samaritaine, grand magasin du géant du luxe LVMH récemment rouvert au cœur de Paris. Ils avaient aussi déployé une banderole géante « *Le Gang des Profiteurs – Faisons payer les #ProfiteursDeLaCrise* » et collé une affiche avec une photo de l'intéressé : « *Bernard Arnault, PDG de LVMH, + 62 milliards d'euros pendant la crise* ». Toutes les vérités ne semblent visiblement pas bonnes à dire, malgré le fait que personne ne peut contester le chiffre avancé. « *Un acte de vandalisme* », selon les mots de la maire de « gauche » de Paris, Anne Hidalgo, qui rejoint ainsi la présidente de région de droite, Valérie Pécresse : « *Ce n'est pas en attaquant nos champions nationaux, créateurs d'emplois et moteurs de l'attractivité dans le territoire, que nous aurons plus de justice sociale!* » Le tout dans un concert de prises de position où pas une voix, du PS à la droite en passant par la macronie, n'aura manqué pour apporter son soutien... au pauvre milliardaire mis en cause. Pourtant, comme le disait un célèbre révolutionnaire, les faits sont têtus. Comme l'avait déjà montré une note publiée par Oxfam et Attac, la richesse des milliardaires français a augmenté de 68% depuis 2020. Et au 1^{er} juin 2021, ils totalisaient 492 milliards d'euros de patrimoine, soit l'équivalent de près d'un cinquième du PIB français! De plus, en dépit de la crise dont elles savent visiblement tirer profit, les entreprises du CAC 40 ont versé 51 milliards d'euros à leurs actionnaires, soit une augmentation de 22% des dividendes en 2020. C'est dans ce cadre que LVMH va verser 3 milliards d'euros de dividendes, soit une hausse de 25% par rapport à l'année précédente, avec 1,5 milliard d'euros pour la seule famille Arnault qui détient la moitié des actions du groupe! Pas mal pour des champions de l'évasion fiscale (27% des filiales de LVMH sont dans des paradis fiscaux) qui s'apprentent pourtant à diminuer leurs effectifs de 13 000 emplois... Des chiffres écœurants pour une énième démonstration des inégalités qu'engendre un système avec lequel il est urgent de rompre. Et, en passant, de virer tous ces politiciens qui veulent légitimer l'injustifiable...

BIEN DIT

Le «féminisme» dont se revendique Emmanuel Macron n'en est pas un, puisqu'il ne défend pas réellement la liberté des femmes. Il a en réalité une autre fonction : contribuer à forger une vision étriquée de nos identités et de nos sociétés.

LÉNAÏG BREDOUX ET ELLEN SALVI, *Mediapart*, 2 juillet 2021.

À la Une

LE MONDE BRÛLE L'urgence d'une alternative écosocialiste

Ces derniers jours ont été marqués à l'échelle mondiale par des températures suffocantes, près de 50 degrés au Sahara ou en Arabie saoudite, tout comme dans l'Ouest canadien où de nombreuses morts ont été recensées. Même si ces conditions sont particulièrement marquées dans l'hémisphère Nord, le phénomène est mondial. Et il y a consensus scientifique : la cause en est le réchauffement climatique qui amplifie dans la durée et en intensité les épisodes caniculaires. Les conséquences sont multiples et menacent directement une grande partie du monde vivant.

Ce problème à une origine, c'est le système de production et de consommation imposé par le capitalisme et qui nous a conduit à l'impasse. Pour trouver une issue il est plus qu'urgent de le renverser... définitivement.

En Afrique, la famine

Le continent est vaste et les situations contrastées, mais outre ces fortes chaleurs, des indicateurs très alarmants se dessinent en de nombreux endroits du continent. Madagascar en particulier connaît une famine qui dure depuis mai 2020, liée aux sécheresses et aux importantes tempêtes de sable qui assèchent les sols. Elle touche à présent 400 000 personnes. Le 23 juin, David Beasley, le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, déclarait : « *Les sécheresses consécutives à Madagascar ont poussé les communautés au bord de la famine. Les familles souffrent et des gens meurent déjà de faim sévère. Ce n'est ni à cause de la guerre ni à cause des conflits, c'est à cause du changement climatique. C'est une région du monde qui n'a en rien contribué au changement climatique, mais maintenant, ce sont eux qui en paient le prix* ». Ces événements, qui tendent à s'additionner et s'ancrer dans la durée, sont d'autant plus difficiles à vivre pour les populations puisqu'ils se combinent aux pillages faits par les multinationales sur de nombreuses ressources et en particulier l'eau



et les terres. Face à ces pillages et aux privations qui en découlent, la solidarité internationale doit appeler à amplifier les luttes contre ces entreprises!

Coup de chaud, coup de grêle

23 juin 2021, une matinée dans les Vosges sous un important manteau de grêle. Jusqu'à 80 centimètres par endroits, des rues bloquées,

de nombreux dégâts matériels et des cultures endommagées. Ce sont encore les fortes chaleurs qui en sont à l'origine puisque l'évaporation importante qu'elles induisent se traduit par de fortes précipitations, souvent localisées et violentes et qui tendent à devenir de plus en plus fréquentes. La vague de chaleur qui s'est abattue sur l'ouest du Canada a quant

à elle fait s'affoler les compteurs, avec des records de chaleur battus trois jours consécutivement : 46,6°C le 27 juin, 47,9°C le 28 juin et 49,6°C le 29 juin. Le précédent record, 45°C, datait de 1937... Des températures enregistrées dans le village de Lytton, qui a par la suite été détruit à 90% par les flammes et a dû être totalement évacué. La leçon à retenir est qu'aucune région du monde n'est épargnée ni préparée. Résultats d'un mélange de course aux profits et d'un climato-négationnisme entretenu depuis des années par Trump, Bolsonaro et autres Le Pen, avec leurs nuances, certes. Mais aussi, bien entendu, par les multinationales et leurs grands soutiens tels que Macron et consorts.

À nous de tracer l'horizon

Les capitalistes, à force d'exploitation des travailleuses et des travailleurs, de l'ensemble du vivant et de prédation sur les ressources, nous ont donc conduits à une situation intenable. Si l'été est souvent une période « creuse » de mobilisations, les luttes sont pourtant nombreuses et dès septembre il faudra renouer avec le chemin de la rue (et des champs!) sur les bases d'une écologie radicale et sociale, pour les coordonner et dégager de nouveaux horizons avec des initiatives de plus forte intensité et bien moins institutionnelles que lors des dernières manifs « pour une vraie loi climat » du printemps. **Commission nationale écologie**

CONGRÈS DU RN Perpignan aux couleurs de l'antifascisme

« *Perpignan, centre du monde des opposants à l'extrême droite* », titrait l'*Indépendant*, le quotidien des Pyrénées-Orientales, au lendemain de la mobilisation du samedi 3 juillet.

Au-delà de l'allusion malicieuse aux mots de Dali baptisant la gare de Perpignan « *centre du monde* », la ville, dont Louis Aliot s'est emparée lors des municipales, a vu se rassembler sous un soleil de plomb quelque 3 000 manifestantEs, venuEs de la région et au-delà (y compris de Catalogne sud), à l'occasion du premier jour du congrès du RN qui a intronisé Le Pen pour 2022. Toutes et tous ensemble pour exprimer

dans la rue notre rejet de l'extrême droite et de ses idées réactionnaires – autoritaires, racistes, xénophobes, sexistes – qui ont gangrené la droite et même des partis auxquels il arrive encore de se dire « de gauche ».

Cortèges fournis et combattifs

Les organisateurEs (syndicats, associations, partis), regroupés dans un cadre départemental unitaire, voulaient faire de cette journée une mobilisation

festive, solidaire et politique. Elle le fut. Et ce malgré une tentative d'intimidation en début de matinée, une armada policière entourant le local du NPA (ouvert pour accueillir les délégations), faisant des contrôles d'identité et même une interpellation d'un militant venu de Bretagne, vite relâché suite à nos interventions. Il n'y a eu aucun autre incident – grâce à la présence d'un solide service d'ordre largement basé sur

les syndicats. La manifestation a pu traverser sans problème les rues de la ville, se gonflant au fur et à mesure de participantEs. Derrière la banderole « *Ensemble contre l'extrême droite* », les représentants nationaux puis les cortèges syndicaux et associatifs, fournis et combattifs, et les cortèges politiques. Très remarqués par leur nombre et leur combativité, celui du NPA défilant derrière la banderole « *Contre l'autoritarisme et l'extrême droite – Riposte sociale et antifasciste!* » et ceux de la Jeune garde et de féministes antiracistes et antifascistes. Par contre, on ne peut que regretter la faible implication et participation des formations politiques comme La France insoumise ou le PCF, au grand dam de leurs militantEs locaux dont plusieurs, et particulièrement dans les syndicats, ont été bien engagés dans la construction de la mobilisation.

Un monde à changer

LA MÉDITERRANÉE, TOMBEAU DE LA CIVILISATION. Mercredi 30 juin, avant l'aube, l'énorme naufrage au large des côtes de Lampedusa (au sud de l'Italie) a coûté la vie à sept femmes dont une attendait un enfant. L'espoir est désormais perdu aussi pour les dix personnes disparues pendant les opérations de secours des garde-côtes. Selon l'ONG Sea-Watch, les autorités avaient connaissance des difficultés du navire car une personne à bord avait donné l'alarme le jour avant. Samedi 3 juillet, on enregistrait 43 personnes disparues près de la côte de la Tunisie tandis que la mer restituait 14 cadavres provenant probablement d'un « naufrage invisible » qui ne laissera pas de traces dans les statistiques officielles. Juste avant ces dernières victimes, l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) calculait 866 morts survenues en 2021 en Méditerranée. La nouvelle ne surprend plus, n'émeut plus, n'éveille plus les consciences. Le scénario est en effet toujours le même : les migrantEs partent d'Afrique à bord d'embarcations précaires pour fuir la guerre ou la misère et se heurtent aux barrières naturelles ainsi qu'à la politique d'expulsion de l'Union européenne. Depuis son approbation, la directive du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier a été âprement

critiquée. Véritable fuite en avant vers la barbarie, elle bafoue les droits à la protection des mineurEs isolés et criminalise les mouvements transfrontaliers et l'organisation de l'entraide. Aux conditions inhumaines des centres de détention libyens pour les migrantEs « irréguliers » s'ajoute la cruauté de la politique italienne de fermeture des ports. Approuvé par la Commission européenne et l'agence Frontex, le Code de conduite interdit l'intervention des ONG dans les côtes libyennes, entraînant la mort de milliers de personnes. Le cas de l'*Aquarius* est devenu en ce sens exemplaire : premier navire à avoir été bloqué par la politique de fermeture impulsée par Matteo Salvini, il avait permis, entre 2016 et 2018, le sauvetage de 29523 vies humaines – d'après les chiffres de SOS Méditerranée. Plutôt que d'orchestrer la solidarité et l'accueil en mutualisant les opérations de sauvetage et les débarquements en ports sûrs, l'Union européenne préfère autoriser les États membres à se déresponsabiliser et à externaliser la gestion des flux migratoires vers des États tiers nord-africains. Cette politique encourage l'invisibilisation des conflits et des rapports de forces qui sont à la base des mouvements des populations, et ouvre la voie à l'instrumentalisation politique du thème de l'immigration. Combien de vies humaines sommes-nous encore disposés à sacrifier pour reproduire les injustices en gardant les peuples sous tutelle ?

PRÉSIDENT DES RICHES **Macron en visite chez ses amis de la finance**

Alors que l'on parle de 4^e vague de la covid et que des dizaines de milliers d'emplois sont menacés, Macron s'est affiché ces derniers jours dans deux endroits significatifs : une grande banque d'affaires et un magasin de luxe. Il faut dire que leurs patrons l'adorent.

La banque d'affaires, c'est la banque étatsunienne JP Morgan, qui augmente ses effectifs parisiens : de 265 à 800. Faible compensation pour les centaines de milliers d'emplois supprimés, menacés ou précarisés. Le 23 juin, le président a visité la nouvelle salle de marché de la banque, où se font des transactions de centaines de milliards d'euros sur les dettes française et européenne. C'est-à-dire un lieu d'intenses et rentables spéculations.



de votre confiance», les a remerciés Macron. « Vous mettez votre argent ici, c'est la meilleure preuve d'amour » pour la France, a-t-il souri. Après la visite, Dimon a encore lâché des tirades enthousiastes : Emmanuel Macron « comprend que la finance est ce qui fait tourner l'économie. [...] Votre président de la République est devenu un des meilleurs dirigeants politiques au monde. Il n'y a aucun doute là-dessus. C'est un bossueur, il a l'esprit vif, il sait comment les choses fonctionnent. [...] Il est vraiment en train de changer la France. » On ne saurait mieux décrire l'inspiration de la politique de Macron et sa clique. Au-delà des discours

sophistiqués, l'argent est pour eux la mesure de toute chose et c'est la finance, et non le travail de milliards d'exploités à travers le monde, qui fait tourner l'économie ! Peu importe que JP Morgan soit fortement soupçonné d'avoir, par exemple, participé à un montage financier frauduleux ayant pour objectif de mettre à l'abri des regards du fisc plus de 300 millions d'euros au profit des dirigeants de De Wendel, dont l'ancien président du Medef Ernest-Antoine Seillière.

« L'art de vivre à la française » Deux jours plus tôt, le 21 juin, Macron s'était empressé de répondre à l'invitation de Bernard Arnault pour célébrer la réouverture de la Samaritaine à Paris, transformée de magasin plus ou moins populaire en temple du luxe. L'inauguration d'un magasin par un président de République est une première. Arnault a cru pouvoir dire que « la réouverture de la Samaritaine est un événement qui marque la fin d'une période tragique ». Et Macron a célébré ce « retour à la

vie, dans ce temple du shopping et de l'art de vivre à la française ». Dans quel monde vivent ces gens-là ? De ce côté aussi, l'évasion fiscale prospère. Bernard Arnault, l'homme le plus riche d'Europe, a transféré la quasi-totalité de la richesse familiale à Bruxelles. Quant à son yacht de 101 mètres de long, il ne lui appartient pas officiellement grâce à un montage astucieux.

Le patronat a toujours plusieurs fers au feu et, d'ailleurs, il est parcouru par des clivages économiques et idéologiques. Des fractions patronales peuvent donc soutenir ou s'accommoder de différents candidats possibles aux prochaines présidentielles, de l'extrême droite à l'écologie et la gauche de gouvernement. Mais, pour ce qui est de la finance internationalisée, le choix est pour l'essentiel fait : ce sera Macron. Xavier Bertrand s'en est rendu compte avec amertume lors d'un déjeuner organisé avec Bernard Arnault : selon le *Canard enchaîné*, Arnault a brutalement douché les espoirs de Bertrand et déclaré qu'il ferait tout pour soutenir Emmanuel Macron. Avec ses moyens, le NPA s'efforcera de faire entendre un autre son de cloche lors de la présidentielle. C'est le travail qui est producteur de richesses et non la finance, et on ne peut laisser l'avenir du monde entre les mains de gens tels que Dimon et Arnault !

Henri Wilno

Le chiffre 9 sur 10

Parmi les environ 1,5 million de réfugiés syriens au Liban, près de 9 sur 10 vivent désormais sous le seuil d'extrême pauvreté, contre un peu plus de 5 sur 10 en 2019. En cause : la crise économique que traverse le pays (inflation, dévaluation) et l'effondrement de la valeur des aides financières qui assuraient leur survie. La situation est telle que certainEs retournent en Syrie, malgré les risques d'arrestation, le manque de sécurité et la crise économique qui y a aussi cours.



Agenda

Samedi 17 juillet, marche pour Adama, Persan-Beaumont (95).

À 14 h, gare de Persan-Beaumont.



Dimanche 22 août - mercredi 25 août, 13^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Accueil le samedi 21 août à partir de 14 h, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner. Inscriptions : <https://nouveauanticapitaliste.org/ue2021>

NO COMMENT

Le problème, c'est l'Afrique du Nord. J'ai marié des Colombiens, des Ukrainiens, j'ai jamais eu de problèmes. J'ai des problèmes avec des débordements liés à certains mariages de personnes issues du Maghreb.

GILLES PLATRET (vice-président de LR), CNews, 1^{er} juillet 2021.

Construire un mouvement uni, durable et puissant

Avant la manif, une conférence de presse avait réuni plusieurs représentants d'organisations nationales – dont Philippe Poutou. Notre camarade y a insisté sur le fait que « malgré sa défaite aux départementales et régionales, le RN est réellement implanté dans le décor. [...] il faut un réveil populaire, un sursaut. Le combat contre l'extrême droite, ce n'est pas qu'au second tour des élections, c'est un combat de tous les jours. » Tout en rappelant la part de responsabilité d'une certaine « gauche » (de par ses « revirements, trahisons, mensonges » qui ont produit du désespoir) dans la montée de l'extrême droite, Philippe a souligné « [qu']il est nécessaire de se battre tous ensemble. Nous sommes très satisfaits de l'aspect unitaire du combat contre les idées d'extrême droite. » Cet aspect

unitaire du combat antifasciste s'est exprimé, outre dans la manifestation, dans les prises de parole à la tribune. Avant le départ de la manifestation, avec les interventions des représentants nationaux des syndicats CGT, Solidaires, FSU, CNT – et également d'un porte-parole du regroupement intersyndical antifasciste VISA. À l'issue de la manifestation, ce sont cette fois des associations locales – mais aussi des militantEs antifascistes sud-catalans – qui ont exprimé à la tribune leur combat contre l'extrême droite et les idées nauséabondes qu'elle professe. Et l'urgence de le poursuivre. Car il faudra bien plus pour stopper la montée de l'extrême droite qui se nourrit de la crise endémique du capitalisme. Après le 12 juin, le 3 juillet est une nouvelle étape – un point d'appui – pour construire un mouvement qui soit uni, durable et



suffisamment puissant pour en finir avec l'extrême droite et ses idées. Des actions toujours plus larges et déterminées, un travail quotidien de

terrain auprès des classes populaires et une alternative politique qui réponde à leurs besoins et aspirations. **CorrespondantEs NPA Catalogne nord**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

NPA

13^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

DU DIMANCHE 22 AU MERCREDI 25 AOÛT



Accueil à partir du samedi 21 août après-midi, départ le jeudi 26 août après le petit-déjeuner

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.

INSCRIPTION EN LIGNE: NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021

EN FINIR AVEC LE MACRONAVIRUS ANTISOCIAL ET AUTORITAIRE

Vite, une alternative anticapitaliste!

Depuis notre précédente université d'été, la poursuite de la pandémie de Covid-19, ici et à l'échelle de la planète, a continué d'imprimer sa marque sur nos vies et sur l'ensemble de la situation sociale et politique. Et à chacune des étapes, la politique de Macron et de son gouvernement a toujours fait faillite. Après le scandale des masques manquants avant l'été, les valse-hésitations sur les mesures à prendre (toujours à contretemps) et la défense des intérêts des grands labos de Big Pharma — contradictoire avec le développement de la nécessaire campagne de vaccination — illustrent la politique d'un pouvoir totalement dédié aux capitalistes.

Alors que ceux-ci veulent faire payer les conséquences économiques de cette crise au monde du travail (chômage de masse grandissant, multiplication des licenciements et suppressions de postes, paiement d'une « dette covid » qui ne leur a servi qu'à eux seuls...), le gouvernement de Castex et Darmanin s'est lancé dans une fuite en avant réactionnaire dangereuse. Sécuritaire et liberticide, avec la loi de sécurité globale; raciste, avec une loi islamophobe sur les « séparatismes » et une campagne d'opinion contre le prétendu « islamo-gauchisme ». Le RN de Marine Le Pen n'a plus qu'à attendre son heure... Dans ce contexte pesant, notre camp social ne s'est pas résigné. Si les conditions de mobilisation n'ont pas été simples ces derniers mois, entre situation sanitaire et coups de pression du pouvoir, nous avons repris la rue : avec les travailleurEs de la culture contre la réforme de l'assurance chômage; avec la jeunesse des quartiers en solidarité avec la Palestine; avec les femmes et les personnes LGBTI pour l'accès à la PMA et l'égalité des droits; avec les jeunes mobilisés pour la justice climatique... Et cela doit continuer, car nous n'attendrons pas les urnes en 2022 pour combattre Macron et son monde — même si nous voulons aussi nous y faire entendre. Meeting de rentrée du NPA dans un contexte de campagne présidentielle, rencontres internationales et invitéEs venus d'horizons divers, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Cette année, malgré quelques contraintes toujours liées à la crise sanitaire, notre université d'été reste plus que jamais un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes des questions politiques, sociales, internationales, sanitaires, etc. Le tout bien évidemment dans une ambiance que l'on souhaite garder la plus conviviale et ensoleillée, sous la pergola, au bord de la piscine ou même à la plage...

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE #Poutou2022, c'est parti!

Nous l'indiquions dans la déclaration adoptée par la conférence nationale des 26 et 27 juin : « Après 18 mois de pandémie, force est de constater que le système capitaliste est incapable de résoudre les grands problèmes de l'humanité : au contraire, il en crée de nouveaux. » C'est à partir de ce constat de plus en plus largement partagé que nous avons décidé de mener une campagne résolument anticapitaliste, qui ne donne aucune illusion sur la possibilité d'améliorer les conditions de vie de l'immense majorité de la population par des aménagements à la marge du système capitaliste. Pas plus que nous n'entretions d'illusion sur un prétendu « capitalisme vert », tant il est contradictoire dans les termes, qui laissent entendre qu'un système de production fondé sur la concurrence et la loi du profit pourrait d'une quelconque manière devenir écologiquement vertueux.

« Quand on parle de planification, on parle aussi d'expropriations »

C'est ce qu'a expliqué Philippe Poutou, invité sur le plateau du *Média* le 30 juin, lorsqu'il a été questionné sur le sens que nous donnons au mot « planification », utilisé par certaines formations politiques de la gauche institutionnelle : « Quand on parle de planification, nous, on parle aussi d'expropriations. On pose la question de la propriété privée : la planification n'est possible que s'il y a une socialisation. Par exemple dans l'automobile, ce n'est pas Ford ou General Motors qui vont planifier dans l'intérêt de la population ! » Énergie, transports, santé : autant de domaines essentiels dont on sait qu'ils devront être retirés des mains du privé si l'on entend accorder la priorité à la vie, qu'il s'agisse de la

La conférence nationale présidentielle du NPA, réunie les 26 et 27 juin à Paris après deux semaines de débats dans près de 50 assemblées générales locales, a pris la décision de faire rentrer le NPA dans la campagne présidentielle en présentant la candidature de Philippe Poutou. Notre campagne ne fait que commencer, mais de premiers grands thèmes se dégagent et de premiers rendez-vous ont déjà eu lieu.

PHILIPPE POUTOU REVIENT RELEVER LE DÉBAT



satisfaction des besoins essentiels de la population ou d'organiser une production respectueuse de l'environnement. Et au-delà de ces secteurs, c'est bien la question de l'organisation globale de la vie sociale et de la production qui doit être posée.

Une campagne anticapitaliste, c'est aussi une campagne qui fait entendre des revendications d'urgence sociale et démocratique, souvent portées par les mobilisations des premierEs concernéEs, qu'il s'agisse de celles et ceux qui luttent pour leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail, ou de celles et ceux — parfois les mêmes — qui se battent contre les discriminations, qu'elles soient racistes, sexistes ou homophobes : l'augmentation générale du SMIC et de l'ensemble des salaires, la réduction du temps de travail, l'interdiction des licenciements sont déjà au

cœur de notre campagne, de même que le combat pour l'égalité des droits, contre les violences policières ou pour la liberté de circulation et d'installation.

Une campagne pour changer les rapports de forces

Une telle campagne n'a de sens que si elle se pense et se construit en lien avec les mobilisations, qui demeurent l'élément déterminant pour modifier réellement les rapports de forces. Se contenter d'avoir le « bon programme » ne peut suffire à peser concrètement sur la situation sociale et politique : il s'agit donc, comme nous l'écrivions là encore dans notre déclaration, de faire entendre « la volonté de rassembler pour changer le rapport de forces, de construire une contre-offensive, une mobilisation d'ensemble du monde du travail

avec des grèves de masse, des manifestations, des révoltes. Parce qu'il n'y a pas de "sauveur suprême", il faut unir les nôtres pour se battre et défendre nos droits. » Une campagne électorale ne peut être une mise entre parenthèse des luttes sociales; il s'agit au contraire de tout faire pour qu'elles s'invitent dans le débat politique, y compris par effraction!

Un des autres enjeux de la campagne sera de mener une lutte sans relâche contre les idées réactionnaires et contre la menace de l'extrême droite qui, malgré des scores moins élevés que prévu aux régionales, n'a pas dit son dernier mot. Un des axes centraux de notre campagne sera dès lors de construire des fronts contre les thématiques réactionnaires et d'avancer la nécessité de lutter pied à pied contre l'extrême droite en construisant les mobilisations unitaires les plus larges. Tel était le sens de la présence du NPA et de son candidat Philippe Poutou lors de la manifestation de Perpignan le 3 juillet, à l'occasion du congrès du Rassemblement national. Pour faire vivre concrètement les mobilisations, l'antifascisme, l'anticapitalisme, et rappeler qu'il n'y a pas d'autre solution aux crises actuelles sinon que celles et ceux d'en bas fassent irruption sur la scène politique, que les exploités et les opprimés se représentent eux-mêmes et elles-mêmes, pour en finir avec l'exploitation capitaliste, le saccage de la planète et toutes les oppressions.

Julien Salingue

CAMPAGNE DE PARRAINAGES

La lettre de Philippe Poutou aux maires

Les 26 et 27 juin derniers, la conférence nationale présidentielle du NPA a pris la décision de présenter notre camarade Philippe Poutou à l'élection présidentielle de 2022. Comme lors des précédents scrutins, il nous faudra pour aller au bout de cette campagne réunir 500 parrainages d'élus, un obstacle majeur pour des formations politiques comme le NPA qui ne disposent pas, comme les grands partis institutionnels, d'un réseau d'élus prêts à parrainer leurs candidats. Les militantEs du NPA sont donc déjà sur les routes pour aller à la rencontre des maires et solliciter leur parrainage, munis d'une lettre de Philippe Poutou que nous reproduisons ci-dessous.

Madame la Maire, Monsieur le Maire, Je vous annonce que je me présente à l'élection présidentielle, et c'est à ce titre que je me permets de m'adresser à vous. En 2002 et 2007, Olivier Besancenot avait été candidat à l'élection présidentielle et avait marqué ces campagnes. En 2012 et 2017, grâce aux parrainages que vous et / ou vos collègues aviez bien voulu m'accorder, j'avais déjà pu participer à ces campagnes présidentielles. Notre courant politique a donc une continuité que nous souhaiterions poursuivre en présentant ma candidature en avril 2022.

Pour qu'une voix indépendante puisse se faire entendre

Depuis la dernière élection présidentielle, de nombreuses mobilisations ont contesté non seulement les choix politiques mais aussi

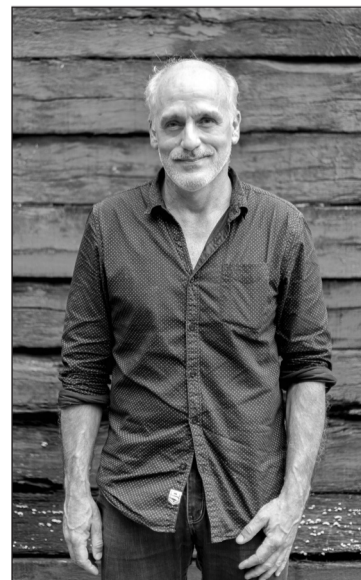


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

l'absence totale de prise en compte des voix des salariéEs, des habitantEs des zones péri-urbaines et rurales, en particulier à l'occasion

du mouvement des Gilets jaunes. Les élections municipales de 2020 puis régionales de 2021 ont été marquées par des taux d'abstention records, expression de la difficulté à se reconnaître dans les différents partis qui se succèdent au pouvoir. Dans un tel contexte, la possibilité pour un salarié, licencié comme des millions d'entre elles et eux, de se présenter à l'élection présidentielle, est un enjeu d'autant plus fort.

Si je m'adresse à vous plusieurs mois à l'avance, c'est pour permettre d'assurer cette présence qui dépend d'élus comme vous, attachés au quotidien de votre fonction à l'exercice de la démocratie, c'est-à-dire à la pluralité des expressions pour tenter de répondre aux besoins de la population. Au cœur du cyclone pendant la terrible crise sanitaire, vous avez pu comme nous mesurer à quel point les initiatives venant du terrain (services

publics, engagements citoyens) étaient indispensables pour parer aux urgences. C'est une des idées fortes que nous voudrions porter dans cette campagne.

Comme vous le savez, un parrainage administratif n'est en aucun cas une approbation et encore moins un soutien aux idées que porte un candidat. Il s'agit juste de permettre que dans le cadre du fonctionnement d'institutions qui écartent les partis peu représentés dans leurs diverses instances, une voix indépendante puisse se faire entendre.

En vous remerciant d'avance pour l'accueil attentif que vous pourrez réserver à mes amiEs du NPA qui viendront en discuter avec vous et qui vous remettront un formulaire de pré-engagement, veuillez agréer, Madame la Maire, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les meilleures.

Philippe Poutou

Au centre du congrès se trouveront des débats sur la politique électorale et les questions internationales, et alors que la majorité des membres semblent largement unis sur le premier point, ils sont divisés sur le second.

DSA en perte de vitesse?

Y participeront 1300 délégués représentant quelque 91 000 membres dans 240 sections. Le groupe de jeunes distinct mais affilié à DSA, les Young Democratic Socialists of America, qui compte quelque 130 sections, tiendra un congrès distinct. Sans la crainte de Donald Trump et sans les espoirs en Bernie Sanders, DSA semble avoir perdu un peu de son énergie. Il y a eu moins de participation des membres dans la préparation de ce congrès. Dans ma branche du centre de Brooklyn, seulement 15% des membres ont voté pour des délégués, ce qui reflète fidèlement le faible pourcentage de membres actifs.

Il y a quelques années, les «caucus» (regroupements) jouaient peu de rôle dans DSA, mais aujourd'hui une dizaine de «caucus» nationaux sont des forces réelles et joueront un rôle décisif. La plupart d'entre eux conviennent déjà que DSA devrait poursuivre son implication dans la politique électorale en présentant des candidats aux primaires du Parti démocrate, mais certains ne veulent soutenir que des membres de DSA et d'autres uniquement des candidats qui s'affirment ouvertement socialistes. Une infime minorité de la gauche soutient que DSA devrait construire un parti socialiste indépendant. Bien qu'il y ait un débat sur la manière exacte de procéder, on peut s'attendre à ce que les délégués poursuivent cette stratégie de soutien et de travail pour des candidats investis par le Parti démocrate.

USA Vers le congrès des Socialistes démocratiques d'Amérique

Les Democratic Socialists of America (DSA), le plus grand groupe des États-Unis à se réclamer du socialisme, tiendront leur congrès national biennal au cours de la première semaine d'août, mais en raison de la pandémie de Covid-19, le congrès sera un événement Zoom virtuel.



Questions en débat

Lors des congrès précédents, DSA avait débattu de la stratégie parmi les travailleurEs mais cela n'est pas à l'ordre du jour de ce congrès. Cette discussion tournait autour de l'opportunité d'adopter ou non une orientation tournée vers la base, c'est-à-dire de se concentrer sur l'organisation des travailleurEs de base pour combattre à la fois les bureaucrates syndicaux et les patrons. Cette question est devenue plus floue, car le travail avec les travailleurEs de base, selon certains, pourrait être accompagné d'un travail avec des syndicats de gauche, ou simplement d'un soutien aux syndicats en général (sans s'encombrer d'une analyse de la bureaucratie ouvrière et de son rôle conservateur). Tout le monde s'accorde à dire que DSA devrait devenir une organisation

plus ouvrière, avec plus de membres noirEs et plus de Latinos, et plusieurs résolutions proposent des moyens d'y parvenir. La plupart des membres de DSA montrent peu d'intérêt pour les questions internationales, mais ces dernières sont susceptibles d'être particulièrement controversées lors de la prochaine convention. Le Comité international de DSA a eu tendance à adopter ce qu'on a appelé le «campisme», c'est-à-dire l'idée que le monde est divisé en camps géopolitiques : dans l'un, les États-Unis et leurs alliés, dans l'autre, les «puissances anti-impérialistes» comme la Russie, la Chine, l'Iran et le Venezuela, que l'on ne devrait pas critiquer. D'autres militantEs, comme moi, mettent l'accent sur l'internationalisme d'en bas, la solidarité avec les combats pour la justice, la

démocratie et le socialisme, partout, y compris en Iran, en Chine ou au Venezuela.

Enjeux démocratiques

La direction internationale campiste de DSA cherche des alliances avec les partis de masse de gauche d'autres pays : le Parti des travailleurs du Brésil, le Mouvement pour le socialisme de Bolivie ou le Parti socialiste unifié du Venezuela, par exemple. À la veille du congrès, une délégation officielle de DSA s'est rendue au Venezuela où elle a rencontré le président Nicolás Maduro, mais la délégation n'a pas rencontré l'opposition socialiste au gouvernement. Le soutien aux gouvernements autoritaires ne donne pas une bonne image de l'engagement de DSA en faveur du socialisme démocratique. De nombreux membres estiment que le Comité politique national (la direction de DSA) n'a pas été très efficace au cours des quatre dernières années, mais il n'est pas évident que les «caucus» luttant pour le pouvoir lors du congrès puissent fournir une orientation claire pour avancer. Malheureusement, les récents congrès de DSA n'ont pas très bien réussi à rendre possible un débat démocratique sur les différentes questions. On s'attend à ce que ce soit encore plus difficile lors de ce congrès qui se tiendra virtuellement sur Zoom.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

1 - L'auteur remercie Andrew Sematinger pour avoir partagé son point de vue avec lui.

TURQUIE Pour les femmes, le combat continue

Le 20 mars, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a publié un décret annulant la ratification par la Turquie de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique. Cette décision a pris effet le 1^{er} juillet, malgré un recours devant le Conseil d'État.

La Convention d'Istanbul, signée collectivement par 45 pays et l'Union européenne, repose sur quatre piliers : la prévention, la protection, les poursuites judiciaires et les politiques intégrées.

«Valeurs sociales et familiales»

La présidence turque a affirmé que l'intention initiale de la Convention, qui était de promouvoir les droits des femmes, avait été «détournée par un groupe de personnes tentant de normaliser l'homosexualité», la rendant «incompatible» avec les «valeurs sociales et familiales» du pays. La déclaration présidentielle fait aussi référence à six États membres de l'UE qui n'ont pas ratifié la Convention (Bulgarie, Hongrie, République tchèque, Lettonie, Lituanie et Slovaquie) et à la Pologne qui a pris des mesures pour se retirer, après avoir détecté une prétendue tentative «de la communauté LGBT+ d'imposer ses idées sur le genre à l'ensemble de la société».

Recep Tayyip Erdogan s'intéresse depuis un certain temps aux questions liées au genre, commentant sans relâche la façon dont les femmes ne sont «pas aptes à exercer des emplois masculins» et sont «incomplètes si elles rejettent la maternité»; une période de maternité durant laquelle elles «devraient avoir au moins trois enfants». La centralité de la famille en tant que fondement supposé de la société et la glorification des rôles traditionnels des hommes et des femmes et des valeurs prévalant islamiques ont été les caractéristiques de l'idéologie conservatrice d'Erdogan – et de son Parti de la justice et du développement (AKP) – dans les domaines sociaux et culturels.

Recours rejeté

La décision de mars a déclenché une vive polémique. Les mouvements féministes et LGBT+ ont organisé des manifestations massives



dans plusieurs villes. Les avocats spécialisés dans la défense des droits humains ont fait valoir que les accords internationaux ne pouvaient être dénoncés par un simple décret présidentiel. Les partis d'opposition, les associations d'avocats et la Plateforme des femmes pour l'égalité – une coalition composée de plus de 300 organisations féminines et LGBT+ – ont demandé au Conseil d'État d'annuler la décision. Après une longue attente, le Conseil d'État a rejeté le recours, mardi 29 juin. La plus haute juridiction administrative de Turquie a affirmé que le «pouvoir» de ratifier et d'annuler les traités internationaux appartenait au président, et non au Parlement, ce qui a immédiatement suscité un débat sur la capacité du pouvoir judiciaire à demander des comptes aux autorités exécutives et législatives.

Les droits des femmes et des LGBT+ ont fait l'objet d'attaques constantes en Turquie. Pourtant, le pays possède une dynamique sociale et historique unique, quelles que soient les tendances illibérales et l'hostilité populiste du gouvernement actuel à l'égard de l'égalité des sexes. L'annulation de la Convention d'Istanbul, qui a pris effet le 1^{er} juillet, est un résultat inattendu mais non surprenant des politiques autoritaires et conservatrices de l'AKP, qui ont pris de l'ampleur au cours de la dernière décennie. Les réactions de la société et des groupes d'opposition ont toutefois redonné l'espoir d'un changement, la démarche d'Erdogan ayant unifié autour d'un même objectif le mouvement des femmes et des LGBT+ en Turquie qui comprend des groupes fragmentés aux vues très différentes.

Elifcan Celebi et Ebru Ece Özbey

Version intégrale sur alencontre.org.

SANS-PAPIERS Toujours aucune solution gouvernementale pour les grévistes de la faim à Bruxelles

Depuis le 23 mai, plus de 400 personnes sans papiers occupant quatre lieux (dont une église à Bruxelles et l'Université Libre de Bruxelles) ont entamé une grève de la faim pour sortir de trop longues années de clandestinité forcée, d'absence de droits et de protection, de violences et de surexploitation. Cette grève a suivi un mouvement d'occupations politiques débuté le 30 janvier, lancé par l'Union des sans-papiers pour la régularisation (USPR).

L'état de santé des grévistes de la faim, déjà mis à l'épreuve par leur condition, s'aggrave de jour en jour : perte de poids allant jusqu'à 20-30%, crises cardiaques et comas hypoglycémiques. Le désespoir dans lequel certainEs se retrouvent les ont poussés à des tentatives de suicide, voyant que rien ne bouge du côté du gouvernement malgré plus d'un mois de grève de la faim et plus de cinq mois d'occupations. Les soutiens et les soignantEs présents sur place témoignent de cette situation ingérable.



«Les grévistes de la faim n'ont pas un droit au séjour»

Le comité de soutien a également occupé de manière spontanée l'Office des Étrangers et le siège du Parti socialiste francophone. Le but était de mettre la pression sur les partis francophones qui sont actuellement dans la coalition Vivaldi, pour que ces derniers puissent mettre la régularisation sur la table du gouvernement fédéral De Croo (socialistes, écologistes et libéraux francophones et flamands, incluant également les chrétiens démocrates). Le gouvernement fédéral n'a toujours pas l'intention de procéder à une

nouvelle campagne de régularisation collective, et le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration Sammy Mahdi dont les compétences sont assez limitées, ne souhaite toujours pas dévier de l'accord gouvernemental, mis en place en 2020 et n'intégrant rien sur la régularisation collective. En ce qui concerne sa politique d'asile et migration, la coalition Vivaldi emmenée par le libéral De Croo avait opté pour ce qu'ils appellent «une solution ferme mais humaine» c'est-à-dire une politique d'expulsion. Sur Twitter, Sammy Mahdi a ainsi expliqué : «Les grévistes de la faim n'ont pas un droit au séjour. La plupart d'entre eux ont reçu un ordre de

quitter le territoire il y a des années. Ils ne l'ont pas fait, sont restés ici à travailler au noir pendant des années et réclament maintenant des papiers. Ce n'est pas parce que l'on ne respecte pas les règles pendant 5, 10 ou 20 ans qu'automatiquement on reçoit un droit de séjour. Sinon, on peut supprimer toutes les procédures de séjour. Et des procédures il y en a : asile, immigration étudiante, immigration pour travailler, regroupement familial, etc. Elles sont accompagnées de règles claires.»

Un rapport de forces à construire

Le PS, après avoir rejeté une première proposition d'un parti libéral en

opposition, a demandé il y a de cela une semaine la convocation d'une conférence interministérielle dans le but de trouver une solution – sans assumer ses propres responsabilités. Alors que la situation devient critique pour la santé des personnes sans papiers, rien de concret ne semble arriver. Plusieurs comités de soutien ont été mis en place mais ne fonctionnent pas de manière coordonnée. Des académiques, universitaires, intellectuels, soignantEs... se sont exprimés dans la presse afin d'alerter le pouvoir sur la gravité de la situation.

Pourtant ce n'est pas comme si le gouvernement n'était au courant de rien. Après plus de 40 jours de grève de la faim, l'heure n'est plus à convaincre un gouvernement qui pratique la politique de l'autruche. La construction d'un rapport de forces par une lutte unitaire regroupant les citoyenEs (avec et sans papiers) des deux parties du pays (Flandre et Wallonie), les associations, les organisations politiques non gouvernementales, les universités et étudiantEs devient plus que nécessaire pour la régularisation de touTEs les sans-papiers et la liberté de circulation et d'installation.

Ufuk Karaoglan

Le mode d'organisation et les formes de lutte des mouvements avec lesquels nous avons des relations régulières dans cette partie du monde varient considérablement d'un pays à l'autre. Ils sont cependant tous confrontés à des régimes autoritaires, voire des dictatures, qui durcissent leur emprise à l'occasion de la crise sanitaire, ainsi qu'à des responsabilités nouvelles envers des populations dont la condition s'est brutalement dégradée du fait de l'épidémie, de l'incurie des autorités, de la corruption, du mépris des élites pour les classes populaires. De ce fait, et en rapport avec la résistance de longue durée en Birmanie, les solidarités régionales gagnent encore en importance. Notre soutien aussi.

Dossier établi par Pierre Rousset



LA CRISE CLIMATIQUE

Un mot sur les conséquences de la crise climatique, particulièrement graves dans la région, frappée par des typhons de plus en plus fréquents, de plus en plus violents (en particulier aux Philippines) et menacée par la montée des eaux océaniques. Une grande partie du Bangladesh va probablement se retrouver demain sous les eaux. Pour diverses raisons, la capitale indonésienne de Jakarta s'enfoncé lentement et des quartiers sont submergés l'un après l'autre. Quant à la ceinture de feu du Pacifique, elle est entrée dans une phase d'activité, provoquant des tremblements de terre, tsunamis et éruptions volcaniques, notamment dans l'archipel indonésien. Rien n'est épargné à l'Asie du Sud-Est. Les désastres humanitaires (qu'ils soient provoqués par des guerres, des aléas naturels...) cumulent et démultiplient leurs effets au détriment des populations. Les mouvements militants doivent répondre à un état de crise global aux multiples facettes qui ne peut que s'accroître. Ils ont besoin de notre aide pour y répondre.

FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

En Asie du Sud et du Sud-Est (avec l'exception très spécifique de la Thaïlande), les autorités n'ont jamais déployé de politiques sanitaires efficaces contre le coronavirus. Toute la région vit aujourd'hui sous l'impact de nouveaux variants apparus pour une bonne part en Inde, y compris des pays qui ont réussi à bloquer ou limiter la première vague. Il s'agit aujourd'hui du Delta, mais d'autres menacent, qui risquent de s'avérer encore plus dangereux. Les appels financiers que nous recevons visent dorénavant, au moins dans une large part, à renforcer les moyens organisationnels nécessaires pour le déploiement d'un soutien multiforme aux victimes de la pandémie – ou victimes de l'état d'urgence décrété par les autorités : distribution de biens de première nécessité (alimentaire, santé, hygiène...) jusque dans des zones reculées, malgré confinements et couvre-feux ; information des bénéficiaires sur les mesures d'appui promises par l'administration (des droits souvent ignorés des personnes concernées) ; facilitation à l'accès effectif aux aides officielles, vaccins et traitements...

« Les riches, eux, n'ont rien à craindre »

Le Bangladesh, voisin de l'Inde, est frappé de plein fouet. Les associations paysannes BKF (masculine) et BKS (féminine) nous écrivent que « la situation, dans le pays, est devenue très alarmante. Plus aucun district n'est protégé de l'épidémie et elle est particulièrement grave dans des zones frontalières. Des membres des BKF-BKS sont touchés, en particulier dans le Nord. Plus généralement, les mesures de

confinement sont appliquées de façon inhumaine, les journalistes perdant tout revenu (sans recevoir d'aide), même les vendeurs de thé ne sont pas autorisés à sortir dans la rue : leurs bouilloires et tasses sont saisies par la police ! Les riches, eux, n'ont rien à craindre ; ils peuvent se déplacer en voiture et acheter tout ce qu'ils veulent. Nous traversons donc une période cruciale ».



L'action de l'association « Femmes libres » en Indonésie était initialement centrée sur la défense des droits reproductifs des ouvrières d'une zone industrielle de Djakarta. Elle avait déjà élargi son champ d'intervention après des catastrophes naturelles. Elle nous informe aujourd'hui que « les membres de l'association qui vivent actuellement dans notre centre [au sein de la zone industrielle] vont bien, mais que d'autres, qui ont loué des logements autour de l'usine, se retrouvent en situation très vulnérable. Au moins 15 de nos amiEs ont eu des symptômes et sont actuellement en auto-isolation avec leurs familles. Votre aide nous aidera à les soutenir en leur distribuant des colis de nourriture et de vitamines. »

« Vaccins gratuits pour tous »

En sus de ce qui est mentionné ci-dessus, nos partenaires au

Pakistan, une importante coalition de mouvements politiques et sociaux, ont lancé, dès mars, une nouvelle campagne fédérale intitulée « Vaccins gratuits pour tous » et initié un nouveau mouvement qui a vocation à s'étendre à tout le pays, le Mouvement populaire pour le vaccin Corona libre. Les Pakistanais participent aujourd'hui activement aux appels internationaux pour la levée des brevets privés sur les vaccins Covid-19 et pour doter les pays du Sud de capacités autonomes de production. Ils contribuent à animer des réseaux régionaux, en Asie du Sud, ou internationaux, comme le Forum populaire Asie-Europe (AEPF). Avec notamment le CADTM, ils sont partie prenante d'un large appel pour l'annulation immédiate de la dette des pays d'Asie du Sud, comme mesure indispensable au déploiement d'une politique sanitaire efficace. La nouvelle vague pandémique s'annonce plus meurtrière que la précédente dans de nombreux pays de la région, alors que la crise sociale s'est aggravée. En règle générale, le nombre officiel d'infections et de décès rapporté à la population est très inférieur à ce que nous connaissons en France. Il y a évidemment un biais, car bien des victimes de milieux populaires ne sont jamais testées (qu'un pauvre meurt est à la fois normal et sans intérêt) ou décèdent d'abord de malnutrition, ce qui interdit aux autorités de suivre l'évolution réelle de l'épidémie. Cependant, il est aussi vrai que le coût humain du Covid-19 en Europe a été particulièrement élevé. Les données officielles françaises (pas sur-estimées) donnent 111 152 décès confirmés le 3 juillet 2021. C'est considérable.

Voir l'appel d'ESSF à la solidarité financière
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article58626>

GUERRE TOTALE AUX PHILIPPINES

Après la Birmanie, c'est probablement aux Philippines que la situation est la plus grave. Le président Rodrigo Duterte est connu pour avoir assuré l'immunité aux forces de répression, qui ont multiplié les assassinats extrajudiciaires dans la foulée de son élection en 2016 (probablement quelque 20 000 morts), le tout au nom de la « guerre à la drogue » qui a pris des allures de règlements de comptes et de « guerre aux pauvres ». La guerre contre l'épidémie s'est inscrite dans la même logique répressive. Une logique accentuée par l'adoption en 2020 d'une nouvelle loi antiterroriste, puis par la criminalisation de l'opposition politique et l'engagement d'une guerre totale contre les « rouges » (réels ou supposés). Après avoir déclaré que tout contrevenant au confinement devait être abattu, Duterte a ordonné aux soldats d'achever sur place tout « communiste » blessé lors d'un affrontement. Pas de quartier !

Initiatives locales

Le pays est en récession. À la fin de l'année 2020, six foyers sur dix auraient souffert de la faim et plus de 5 millions de PhilippinEs pourraient à leur tour basculer dans la pauvreté si le gouvernement ne leur fournit pas une aide suffisante. Face à l'émigration des soignantEs, qui ont payé un très lourd tribut à l'épidémie (étant démunis de moyens de protection), aucune mesure n'est prise pour renforcer le système hospitalier. Le nouveau budget maintient la politique de grands travaux d'infrastructure qui sont sources de corruption et d'enrichissement des riches, au lieu d'investir dans la santé et le social. La politique de vaccination est chaotique. Concentrée dans la région de la capitale, l'épidémie est en hausse et se propage progressivement dans le reste du pays.

La population doit apprendre à faire sans l'aide de l'administration. Les initiatives locales se multiplient pour organiser des cantines communautaires et assurer la distribution de nourriture et d'aide. La coalition MihanDs s'investit, avec d'autres, dans ce mouvement. Implantée à Mindanao, elle comprend une cinquantaine d'associations, chacune avec sa spécialité, qui coordonnent leur action pour répondre aux catastrophes humanitaires de tous ordres. Cette coalition a acquis une dynamique qui lui est propre et n'est l'instrument d'aucun parti. Son terrain d'intervention est vaste. Il lui faut souvent, par exemple, répondre à une aggravation des multiples tensions à l'œuvre dans cette île, y compris en défense des peuples montagnards lumad dont les territoires ancestraux sont menacés par les lobbies économiques (bois, mines), l'armée, des milices du Front islamique de libération moro (MILF) dans la nouvelle entité administrative Bangsamoro récemment constituée, à majorité musulmane. La Nouvelle Armée du peuple (NPA) du PC philippin (maoïste) peut elle-même menacer des communautés qui veulent préserver leur autonomie et ne veulent pas tomber sous leur commandement. Négocier le règlement



Rodrigo Duterte. WIKIMEDIA COMMONS

des conflits, des trêves ou des accords de paix est une urgence permanente à laquelle MihanDs tente de répondre au mieux.

Cibles à abattre

Toutes les associations engagées depuis des années, voire des décennies, dans des activités progressistes parfaitement légales sont maintenant désignées comme des cibles à abattre par le régime Duterte. C'est le cas pour les membres de MihanDs, comme pour bien d'autres. La situation se dégrade particulièrement rapidement à Mindanao, mais même dans la capitale, l'Université de Manille est dénoncée par les autorités comme un repère gauchiste, menacée d'occupation militaire, à l'encontre des libertés académiques – du jamais vu depuis la dictature Marcos. Des syndicalistes, avocats, journalistes, cadres des communautés populaires, dirigeantEs de populations montagnardes, défenseurEs des droits ou de l'environnement, opposantEs politiques... sont exécutés sans procès, d'autres arbitrairement emprisonnés.

Les mouvements clandestins armés sont évidemment aussi des cibles, même ceux qui n'ont mené aucune action offensive depuis des lustres. Le Parti révolutionnaire des Travailleurs – Mindanao (RPM-M) et l'Armée révolutionnaire du peuple (RPA) sont issus du PCP (CPP-NDF). Ils ont rompu avec la direction centrale du parti lors de la crise qui a profondément transformé le PCP au tournant des années 1980-1990. D'autres structures régionales et commissions nationales ont aussi affirmé leur indépendance à cette occasion.

Avant même la scission, la structure régionale du PCP qui allait fonder le RPM-M / RPA avait tiré beaucoup de leçons de son expérience auprès des communautés populaires du centre de Mindanao, qu'elles soient chrétiennes, musulmanes ou lumad, ainsi que des purges paranoïaques qui ont déchiré le parti communiste à l'échelle nationale. Ils ont modifié leur programme et leur stratégie en conséquence et cette évolution s'est poursuivie après la scission. Le RPM-M a mis à l'ordre du jour la perspective socialiste (ce que le PCP n'a jamais fait). Il a réévalué, dans une démarche démocratique, la nature de ses rapports avec les milieux populaires dans leurs zones d'opération, respectant les décisions prises par les communautés, plutôt que de vouloir leur imposer les choix tactiques propres au parti.



Auto-défense armée

Le RPM-M a compris que la lutte armée n'était pas nécessairement, en tout temps, et quelles que soient les circonstances, la « forme principale » du combat révolutionnaire. Il a engagé des pourparlers de paix. Ces pourparlers n'ont jamais pu aboutir, notamment parce qu'il lui aurait fallu désarmer et que le désarmement aurait signifié, vu la situation à Mindanao où opèrent des groupes militarisés de tout genre (allant des gangs aux islamistes radicaux), de quitter une grande partie de ses zones d'implantation et d'abandonner ce faisant les communautés populaires où vivent ses membres et pour qui il représentait une force d'auto-défense irremplaçable.

Le RPM-M et le RPA se sont alors placés en posture défensive au point que leur théâtre d'opérations est devenu en quelque sorte une zone de paix relative, par comparaison avec ce qui se passait en d'autres secteurs de l'île. Il a su maintenir longtemps une force armée « non offensive », malgré de nombreuses provocations, sans qu'elle se délite ou ne dégénère, ce qui n'est pas chose évidente. Il s'est pour cela assuré que les membres du RPM-M / RPA ne perdent pas leurs racines sociales. L'expérience politico-militaire de ce mouvement, trop peu connue, est pleine de précieux enseignements.

En mars 2021, face à la guerre sans merci déclarée par le régime Duterte, le RPM-M / RPA a, à nouveau, changé d'orientation, appelant à la guerre du peuple et réactivant leur capacité militaire. Le fondement de leur politique, sa justification, reste l'autodéfense, mais une posture passive ne leur permet plus d'assurer la protection de leurs propres membres, ainsi que celle des communautés populaires ou de réseaux militants hier légaux, aujourd'hui obligés d'entrer en clandestinité. Ce changement violent de situation montre que si le RPM-M / RPA avait eu raison d'adopter une posture défensive quand il l'a fait, il avait aussi eu raison de ne pas désarmer.

AGIR MALGRÉ LES MENACES

Dans aucun pays de la région, nos organisations sœurs n'agissent dans des conditions de sécurité « normales ». Aider les pauvres dérange toujours des riches et des puissants. Au Bangladesh, les associations BKF-BKS luttent notamment pour que soient reconnus les droits des paysanEs occupant de grandes îles qui émergent dans les fleuves et rivières. Certains de leurs cadres se sont retrouvés à l'hôpital, gravement blessés, après avoir été attaqué par les sbires de grands propriétaires.

Le Pakistan en état de guerre permanente

Le paysage politique de la gauche pakistanaise est en recomposition depuis des années, avec une relève de génération, des regroupements et de nouvelles formes de convergence des luttes. Notre « lignée » historique s'inscrit dans l'héritage non sectaire du Parti travailliste pakistanaise (Labour Party Pakistan, LPP). Ses cadres ont connu des périodes d'exil ou de clandestinité lors de dictatures militaires, mais ce ne fut que temporaire. La violence religieuse (fondamentalismes islamistes), sociale (dans les campagnes), étatique (services secrets, armée), politique est une donnée constante de la réalité pakistanaise. Ces violences peuvent se conjuguer, comme à Okara où le propriétaire foncier est... l'armée. Quand les paysanEs se sont mobilisés pour leurs droits, ils et elles ont subi des mois durant un blocus



WIKIMEDIA COMMONS

militaire, leurs cadres ont été incarcérés, torturés, condamnés pour terrorisme et détenus dans une prison de haute sécurité au régime très dur. Il a fallu de nombreuses années de mobilisation pour obtenir leur réhabilitation – comme ce fut aussi le cas pour Baba Jan, figure populaire du Gilgit Balistan dans les contreforts himalayens, ou encore dans le Nord-Ouest avec le député Ali Wazir.

Le Pakistan est un pays géographiquement fragmenté où les régionalismes sont puissants, les nationalismes aussi (Balouchistan), et dont les frontières sont parfois contestées. C'est particulièrement le cas du Cachemire divisé entre zones d'administration pakistanaise et indienne (sans oublier la présence chinoise). Le pays vit en état de guerre permanente autour de la ligne frontalière et la situation ne fait que s'aggraver avec les ambitions territoriales du



Premier ministre Modi en Inde et de l'extrême droite hindouiste. L'un des plus grands succès de la gauche militante au Pakistan est d'avoir su développer un sentiment de solidarité qui brise les divisions traditionnelles dans le pays. Elle oppose à la répression la mobilisation démocratique de masse et sa capacité à mener des campagnes en défense de militantEs incarcérés. Elle fait preuve d'un dynamisme remarquable dans une situation toujours incertaine.



Nous n'avons aucun lien en Birmanie avant que le pays ne plonge dans une crise majeure à la suite du putsch du 1er février dernier et de l'échec annoncé de la « transition démocratique ». Depuis, le nombre des personnes tuées par les militaires s'approche du millier et la résistance armée s'étend progressivement dans l'ensemble des régions de plaine et non plus seulement dans divers territoires de la périphérie peuplés par des minorités ethniques.

Résistance multiforme

La population doit par ailleurs faire face à une nouvelle vague de Covid-19, alors que le personnel soignant est entré en dissidence face à l'armée et que le programme de vaccination déployé par le gouvernement civil a subi un coup d'arrêt. Comme dans bien des pays, la pandémie est l'occasion pour la junte de tenter de renforcer son emprise sur la société au prix de l'efficacité effective des politiques sanitaires – à l'instar de ce qui se passe sous bien

BRAS DE FER RÉGIONAL SUR LA BIRMANIE



WIKIMEDIA COMMONS

d'autres régimes aux tendances plus ou moins autoritaires (y compris en Europe). Les gouvernements des pays voisins de la Birmanie apportent leur soutien à la junte au pouvoir : l'Inde de Modi, la Thaïlande des généraux, la Chine de Xi Jinping... À cette alliance de régimes réactionnaires répond une mobilisation solidaire des mouvements progressistes de la région. L'ensemble de nos partenaires dans la région jugent que l'issue du conflit birman, qui s'annonce maintenant long et difficile, aura de profondes conséquences géopolitiques et que la résistance birmane doit

bénéficier de la plus large solidarité internationale. La situation en Birmanie est aujourd'hui à la fois complexe et fluctuante, notamment dans les États des minorités ethniques. D'importants pas en avant ont cependant été franchis avec la constitution du Gouvernement d'unité nationale et des Forces de défense populaire (PDF), auxquelles s'ajoutent de nombreux groupes locaux de résistance armée non coordonnés. Grâce à notre réseau régional de partenaires qui peuvent suivre au plus près l'évolution de la situation, nous pouvons dédier notre aide financière à des forces vives de la résistance.

MÉDIAS Le clan des milliardaires accapare les aides à la presse

Le 1^{er} juin, le ministère de la Culture publiait la liste des titres et des groupes de presse ayant bénéficié, de 2016 à 2019, des aides directes et indirectes à la presse. Des chiffres qui confirment une tendance déjà bien connue : en 2019, la moitié de ces aides ont bénéficié à six groupes de presse détenus par une poignée de riches hommes d'affaires. Bernard Arnault et son groupe LVMH décrochent la timbale.

Ce n'est pas vraiment une découverte, mais les chiffres récemment publiés par le ministère de la Culture permettent de rendre compte de l'ampleur du phénomène. En 2019, plus de la moitié (51%) des 76 millions d'euros attribués en aides à la presse ont bénéficié à six groupes, appartenant à huit riches familles ou hommes d'affaires.



Le palmarès des riches «assistés»

L'homme le plus riche de France, Bernard Arnault, remporte comme chaque année la palme avec 16 millions d'euros versés à la holding UFIPAR (Le Parisien, Aujourd'hui en France, les Échos) filiale de LVMH. Suit la famille Dassault, avec 6,4 millions d'euros versés au Groupe Figaro (le Figaro, le Figaro Magazine notamment). La société éditrice du Monde (le Monde, Télérama, Courrier International notamment), détenue aux trois quarts par Le monde libre dont les actionnaires principaux sont Xavier Niel, Matthieu Pigasse, Daniel Kretinsky et Madison Cox, reçoit 6,3 millions d'euros. Patrick Drahi n'est pas en reste, avec 5,9 millions d'euros versés à SFR Presse (Libération, l'Express). Arnaud Lagardère est bien servi, avec 2,1 millions d'euros attribués à Lagardère Media News (Paris Match, le JDD). Et enfin, Nicolas Beytout avec 2 millions d'euros versés à Bey Medias Presse et Internet (l'Opinion). En tout, les 39 millions d'euros attribués à ces six groupes en 2019 représentent plus de la moitié du total des aides à la presse versées. Et c'est sans compter, pour la presse quotidienne régionale, les 5,2 millions d'euros versés à Sipa-Ouest France (géré par la famille Hutin) et le même montant offert au Groupe Ebra (regroupant neuf quotidiens régionaux – dont le Dauphiné libéré, le Progrès, les Dernières Nouvelles d'Alsace et L'Est républicain), propriété du Crédit Mutuel. Bref, les aides publiques à la presse vont aux plus riches. Cette tendance est pérenne, puisque les mêmes six groupes considérés bénéficiaient de près de 40 millions d'euros en 2018 et 36 millions d'euros en 2017.

Frédéric Lemaire (Acrimed)

Version intégrale sur acrimed.org

ÉDUCATION NATIONALE Quand Blanquer veut en finir avec le baccalauréat

Le bac 2021 aura sans doute le meilleur taux de réussite de ces dernières années, et dans le même temps, il aura été le bac le plus désorganisé.

Les grèves des enseignantEs dans la période n'ont pas été les seules responsables de ce tour de force. Pour preuve, les nombreuses absences de convocations des jurys et des candidats au grand oral ; les bugs qui empêchaient d'entrer dans les applications dédiées ; la volonté managériale de passer à la correction de copie sur internet plutôt qu'au format papier ; les modifications des notes de dernières minute sans aucun recul pédagogique... Et les boulettes continuent. À croire que personne ne voulait mettre en place effectivement la réforme du bac.

Nier la réalité et l'intendance suivra (ou pas)

Cela fait un an et demi que Blanquer refuse de voir la réalité de la pandémie. Un an et demi que le paquebot de Grenelle continue d'avancer, sans se préoccuper des obstacles devant lui. Selon le ministre, le nouveau bac devait se dérouler normalement. C'est un échec global. Le ministère et les rectorats ont simplement démontré leur incapacité à organiser quatre épreuves (et des rattrapages) là où, les années précédentes, des dizaines d'épreuves se déroulaient normalement. Il faut croire que la parole magique « Tout va bien se passer » n'est pas suffisante à sa réalisation. Peut-être que la démission de Blanquer aurait été plus efficace...

Quand le maître explique...

Pierre Matthiot, principal artisan de la réforme du bac, est descendu de l'Olympe donner à la presse sa version des faits. Lui qui « [n'a] entendu aucun enseignant expliquer que les baccalauréats 2020 et 2021 avaient une valeur dégradée » (interview à l'Obs le 3 juillet), déclare tranquillement que Parcoursup (le système de sélection et d'affectation des bachelierEs dans les études supérieures) est « devenu le véritable aboutissement des

études secondaires. » C'est ce qu'il faut retenir de ce marasme : la fin, dans les faits, du baccalauréat comme premier diplôme de l'enseignement supérieur. Voilà l'aboutissement de 40 ans de politique de destruction du service public d'éducation (dont Blanquer n'est que le dernier étage) : « [Élargir] le champ de la sélection aux filières les plus demandées (droit, médecine, éco-gestion...) des universités les plus cotées » (Matthiot). Le baccalauréat rejoint la cohorte de diplômés dont on garde trace pour mémoire, mais qui n'ont plus aucun sens pratique (tels le certif, le brevet des collèges, le BEP, etc.). Pourquoi maintenir des épreuves dans ces conditions ? Là encore,

Matthiot en donne la clé : « Si vous ne faites pas peser l'épée de Damoclès d'une épreuve terminale jusqu'à la fin de l'année, les lycées seront malheureusement désertés de mars à juillet, à l'exception peut-être des établissements les plus favorisés où l'on prépare les élèves à l'entrée en classe préparatoire. » Aucune considération pédagogique, par exemple, sur le fait qu'il faudrait trois ans pour que les jeunes apprennent l'autonomie (intellectuelle, personnelle) nécessaire aux études supérieures ; ou que l'école serait un lieu pour l'émancipation de la jeunesse. Non. L'école n'est qu'un endroit qui permet d'empêcher les jeunes issues des classes laborieuses de trainer dans la rue et d'effrayer le bourgeois. Rien de nouveau dans cette politique, qui s'accompagne de son lot de répression, tant contre les jeunes (comme lors de la fête de la musique) que sur les enseignantEs – on ne compte plus les procédures disciplinaires partout en France.

Défendre le bac ou défendre l'éducation ?

Pour les gouvernants, il ne s'agit plus d'obtenir 80 % d'une classe d'âge au bac, mais 50 % d'une classe d'âge en licence. C'est-à-dire une redistribution des emplois en France, entre des emplois très spécialisés (sanctionnés par des diplômes qui empêchent une reconversion) et des contrats « uber » pour la majorité, où l'absence de diplôme permet de mettre la pression sur les salaires. Pour le NPA, il ne s'agit pas de tomber dans une défense en soi du bac¹. Mais nous défendons une « immunité éducative », où les jeunes prendront le temps de s'émanciper au travers de l'école. Et aujourd'hui, il devient évident que des luttes d'ampleur seront nécessaires pour y arriver. Voilà ce qui nous attend à la rentrée.

Raphaël Greggari

1 – Voir à ce sujet « De quoi le baccalauréat est-il la finalité ? » sur <https://www.questionsdeclasses.org/de-quoi-le-baccalauréat-est-il-la/>

LA FIN DU BAC



MICHELIN Les Bibs dans la rue pour lutter contre les licenciements

À Clermont-Ferrand, le mercredi 23 juin a eu lieu une mobilisation à l'appel de la CGT Michelin et de la Fédération nationale des industries chimiques CGT.



Une centaine de salariéEs étaient présents, venus en particulier de Cholet et de Blavozy, mais aussi d'autres usines (Trelleborg, Dunlop) et d'autres secteurs comme la santé. Le but de cette journée de grève était de lutter contre les licenciements en cours à Michelin mais aussi de dénoncer la politique de Michelin où il y a toujours plus de fric pour les actionnaires et rien pour les salariéEs qui font tourner l'usine et créent la richesse.

Deux cars de CRS pour accueillir les manifestantEs

Cette date n'avait pas été choisie au hasard : il devait y avoir l'inauguration du siège social tout récemment rénové, avec la présence de la direction de Michelin, du préfet, du maire de Clermont qui est aussi le président de la métropole.

La direction de Michelin, en lien avec les autorités, a eu peur des manifestantEs et a préféré annuler leur cérémonie mais cela ne les a pas empêchés de mettre sur place deux cars de CRS devant le siège social pour accueillir les manifestantEs.

Le NPA était présent pour soutenir la lutte des salariéEs Michelin pour la défense de leurs emplois et nous serons toujours aux côtés de celles et ceux qui luttent pour leur emploi. Nous avons été partie prenante des mobilisations à l'initiative de la CGT TUI les

23 janvier et 19 juin regroupant plusieurs milliers de salariéEs en lutte pour imposer l'interdiction des licenciements. Il nous semble important de favoriser des liens entre toutes les personnes qui luttent pour empêcher les licenciements. C'est seulement par le tous ensemble, dans la rue, que nous arriverons à interdire les licenciements dans les entreprises et les suppressions de postes dans les services publics. Ces mobilisations unitaires et la création de liens entre les boîtes et les secteurs en lutte sont d'autant plus importantes dans la période. **Correspondante**

CULTURE

Maurice Rajsfus enfin réédité

Les éditions du Détour viennent de lancer une collection consacrée à rééditer les ouvrages de Maurice Rajsfus qui nous a quittés voici un an, en juin 2020. Ces livres étaient devenus introuvables. Quatre ont déjà été publiés et quatre autres devraient suivre entre 2022 et 2023.

L'un des plus emblématiques est *Des Juifs dans la Collaboration*, consacré à l'Ugif (Union générale des Israélites de France). Cet organisme composé de notables a en effet servi la politique de Vichy de 1941 à 1944. Sous prétexte

de venir en aide aux familles juives, l'Ugif a largement facilité la répression antisémite, notamment en constituant des listes qui étaient transmises aux autorités pétainistes. L'objectif officiel de cette collaboration était d'obtenir la bienveillance de Vichy, mais un certain

Le Covid-19 est passé, avec chute des passagers... et des bénéfiques. La privatisation d'ADP, prévue au bénéfice de Vinci, a été suspendue, mais reste en ligne de mire. Mais avant de la relancer, il faut rétablir le taux de profit et, bien sûr, ce sont les salariéEs qui sont visés. Celles et ceux des entreprises sous-traitantes qui assurent les travaux les plus durs, bagagistes, accueil des passagerEs et assistance avion, mais cette fois l'attaque vise directement les employéEs de la maison mère.

Envahissement du terminal de Roissy

Au programme, réduction d'emplois et perte de salaire. La direction avait d'abord prévu un accord liant départs volontaires et perte de primes, comptant sur les anciens qui voulaient partir en préretraite pour faire pression et signer ces accords. Une première grosse mobilisation partie de la base a fait échouer ce plan à l'automne. Un accord portant uniquement sur les départs volontaires a été signé, entérinant du coup la suppression d'un millier d'emplois sur 6 500. La direction est revenue à la charge, dénonçant unilatéralement plusieurs avantages, primes transport, prime annuelle... représentant près

ADP La mobilisation décolle

ADP est une entreprise, toujours propriété de l'État français, qui gère les aéroports de Paris, mais aussi dans le monde. Une entreprise qui fait de juteux bénéfices, avec les redevances des compagnies aériennes mais aussi grâce aux boutiques hors taxe où la riche clientèle internationale dépense sans compter. Avec un monopole de fait sur les clientEs de l'aérien.



d'un mois de salaire. Et obligeant les salariéEs à choisir entre acceptation individuelle du nouveau contrat... ou licenciement. Du coup, les salariéEs ont poussé à la mobilisation, avec plusieurs

manifestations chaque week-end. La base pousse, 700 salariéEs ont envahi le terminal de Roissy et bloqué l'enregistrement des passagers lors de l'action du 1^{er} juillet. Heurts avec la police, qui a opéré

un massage des manifestantEs, distribuant des amendes pour manifestation non autorisée... Un policier a porté plainte contre un salarié, individuellement, pour une bousculade, ce qui s'est soldé par une mise en garde à vue à l'aube... les mêmes tristes méthodes.

La revendication est le retrait du PACT, plan d'adaptation des contrats de travail, et le maintien des emplois. Parallèlement, les employéEs du terminal Roissy d'Air France appellent à la mobilisation pour le paiement des métiers, contre la polyvalence à outrance. Ce lundi 5 juillet, il y avait 50% de grévistes.

Deux mobilisations qui touchent aux salaires et à la charge de travail, dans un contexte où l'inflation augmente. Aux révolutionnaires de pousser à l'unification des luttes.

Jet Aelys

SNCF À Paris-Est, des mouvements forts mais pas encore coordonnés

À l'image de ce qui se passe dans tout le pays, les mobilisations se multiplient chez les cheminotEs de la Gare de l'Est.

Depuis cinq mois les cheminotEs de l'EIC (Établissement infra circulation) organisent des grèves régulières sur les deux postes d'aiguillage de Paris. Les débrayages vont de 59 minutes à des journées entières avec des taux de grévistes dépassant les 90%. Le mouvement est contre une réorganisation liée à la mise en place du futur Centre de commandement unique (CCU) avec à la clé 15 suppressions de postes. La CCU n'est un prétexte : pour preuve, la direction envisage la réorganisation bien avant sa mise en place.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

AgentEs de conduite, contrôleurEs...

La conduite Transilien connaît également de fortes grèves avec des taux pouvant dépasser les

90%. Un mouvement avait eu lieu le 26 avril sur Paris Est puis un deuxième le 21 juin avec l'ensemble des ADC (agentEs de conduite) Transiliens d'Île-de-France. Les

agents de mécontentement sont nombreux, notamment contre le transfert de charge des TA vers les TB avec des suppressions de postes chez les TA¹. Chez les contrôleurEs du TGV Est, c'est un « simple » mail de la direction qui a mis le feu aux poudres ! Erreur de manipulation ? Le mail s'inquiétant du mécontentement des AgentEs du service commercial trains (ASCT) a été envoyé à touTEs les agentEs sans être en « copie cachée »... Rapidement plusieurs dizaines de contrôleurEs se sont servis de cette boucle mail pour faire part de leur souffrance au travail. Et en quelques jours les ASCT se sont coordonnés de Paris à Strasbourg pour une grève surprise avec des taux allant jusqu'à 70% sur certains établissements !

Correspondant

1 – TA et TB correspondent à différents grades d'agentEs de conduite.

AUTOMOBILE SAM: un traquenard contre les salariéEs

La SAM dans le bassin de Decazeville est en redressement judiciaire depuis décembre 2019. Les administrateurs judiciaires mis en place par le tribunal de commerce ne sont que les prête-noms de Renault, devenu le seul donneur d'ordre de cette fonderie pour pièces en aluminium.

Le repreneur préféré de Renault, CIE Automotiv, un groupe basé à Bilbao aux dimensions mondiales, voulait y supprimer 217 emplois. Face à cette menace la grève et l'occupation de l'usine ont duré 23 jours jusqu'au 6 mai 2021. CIE Automotiv a, alors, retiré son offre. Le communiqué de la CGT confédérale saluant une « victoire » indiquait « que les salariéEs avaient obtenu des engagements forts de la part de Renault et notamment : le maintien des 250 emplois au travers d'un projet de reprise en maintenant les services indispensables et l'étude de tous les projets de reprise sans exception, et l'association des salariéEs au choix du repreneur ».

Depuis, le repreneur toujours préféré de Renault est revenu avec une nouvelle proposition transformant la SAM en simple atelier de fabrication sans service d'études ni perspectives de développement. Et devant l'opposition prévisible et réaffirmée du personnel, CIE Automotiv a encore une fois retiré sa proposition. Deux offres restaient en lice, quelques jours avant l'audience du tribunal de commerce du 2 juillet 2021.

Une magouille pour reporter la décision

Des experts officiels missionnés par le gouvernement ont rendu leur copie un jour – un jour ! – trop tard, juste pour faire reporter l'audience du 2 juillet au 30 juillet. Un véritable traquenard contre les salariéEs ! « L'usine sera fermée durant les trois premières semaines d'août. Et durant la semaine avant et la semaine après cette période, l'usine tourne à 50% des effectifs. Les salariéEs vont partir en vacances avec le ventre noué car ils craignent de recevoir une lettre de licenciement durant leurs vacances, et ne savent pas si une offre sera validée. Le niveau de tension est très haut, certains salariéEs craquent », expliquent les représentants CGT du personnel de SAM.

Devant cette situation, un nouveau rassemblement était organisé devant l'usine de la SAM le mardi 6 juillet. Ce qui se trame pour la SAM participe de la casse qui frappe toute la filière des fonderies automobiles. Il y a quelques jours, un autre tribunal de commerce a prononcé la liquidation judiciaire de MBF à Saint-Claude en repoussant l'offre de reprise encore en lice. Les tribunaux de commerce ne font qu'entériner les choix des donneurs d'ordre. Pour la SAM, c'est Renault qui tient la main avec le concours de son actionnaire de référence, l'État. Ce sont eux qu'il faut faire céder !

Correspondant Blog NPA auto-critique



DR



nombre de ces notables n'échappèrent pas pour autant à la déportation. Ce livre a valu à Maurice Rajsfus une haine farouche des milieux sionistes qui entendaient gommer cette page sombre de leur histoire. Un dénigrement systématique alla jusqu'à accuser d'antisémitisme un homme qui, à l'âge de 14 ans, n'échappa que de justesse à la déportation. Il fut préfacé à sa sortie par Pierre Vidal-Naquet, historien peu suspect d'antisémitisme et connu pour son combat contre la torture pendant la guerre d'Algérie. Un avant-propos de l'historienne Nicole Abravanel vient l'enrichir aujourd'hui.

Barbarie de l'appareil d'État

Les trois autres livrés réédités sont consacrés à la police et ses crimes. Au fil de sa vie, Maurice Rajsfus n'a

en effet cessé d'enquêter sur la police dont il a montré la fonction au service des classes dominantes et sa continuité sous tous les régimes qui se sont succédé, bien loin de la mythologie sur « la police républicaine » en honneur dans les partis de gauche, PCF et LFI compris. Cet acharnement l'a conduit de la Police de Vichy qui, non contente d'obéir aux ordres les plus ignobles et de collaborer avec la Gestapo, en a souvent fait davantage qu'on ne le lui en demandait, au 14 juillet sanglant de 1953¹, au cours duquel six travailleurs algériens et un syndicaliste français furent froidement assassinés, place de la Nation. Un massacre qui préfigura ceux du 17 octobre 1961 et du 8 février 1962 à Charonne.

Ce sont bien évidemment en grande partie les mêmes policiers qui avaient

procédé à la rafle du Vél' d'Hiv de juillet 1942. Seuls en effet 3% des effectifs furent momentanément écartés des rangs de la police en 1944. Un policier qui avait trente ans en 1942 n'en avait que 50 en 1962. Certains avaient sans doute entretemps gagné du galon. Ce travail sans complaisance fut nourri par une recherche documentaire acharnée de l'auteur qui conservait précieusement des milliers de petites fiches, rendant ainsi la monnaie de leur pièce à ces policiers sans états d'âme qui avaient arrêté ses parents, dont un ancien voisin de palier !

On notera la présence de préfaces de Arié Alimi, avocat spécialisé dans la défense des victimes de violences policières, pour la Police de Vichy, de l'historienne Ludvine Bantigny pour 1953, un 14 juillet sanglant, ainsi, pour le même livre, que

d'une postface de Jean-Luc Enaudi qui s'était consacré pour sa part au massacre des Algériens le 17 octobre 1961, et d'une manière générale aux crimes commis par les forces de répression pendant la guerre d'Algérie.

On ne peut que saluer cette initiative des éditions du Détour qui va permettre à de nouvelles générations de découvrir ces livres indispensables pour comprendre de quelle barbarie l'appareil d'État de la bourgeoisie, gangrené par le racisme, est capable dans certaines circonstances.

Gérard Delteil

1 – Sur ce sujet, on notera aussi le film documentaire *Les balles du 14 juillet 1953* de Daniel Kupferstein

Des Juifs dans la collaboration, 488 pages, 24,90 euros

La police de Vichy, 376 pages, 21,90 euros

La rafle du Vél' d'Hiv, 160 pages, 10,90 euros

1953, un 14 juillet sanglant, 256 pages, 18,90 euros



CONFÉRENCE NATIONALE PRÉSIDENTIELLE DU NPA

Durant deux semaines, les militantEs du NPA se sont réunis dans des assemblées générales locales pour discuter de l'orientation, du profil et de la candidature de notre organisation à la présidentielle de 2022. Les 26 et 27 juin, une réunion nationale a eu lieu à Paris, qui a débouché sur le vote d'une déclaration politique annonçant la candidature de Philippe Poutou pour la présidentielle et définissant le profil et les grands axes de la campagne. Nous publions cette semaine des contributions de bilan des différentes plateformes en présence.

Plateforme 1

«Alternative anticapitaliste» et recomposition de la gauche radicale... ou une politique de classe indépendante de la gauche institutionnelle

La Conférence nationale du NPA a finalement décidé, avec une majorité très relative de 44 % des délégués, de présenter Philippe Poutou à la présidentielle, confirmant la confusion de l'orientation de la plus forte minorité du NPA animée par la volonté de s'intégrer à une recomposition de la gauche radicale, dans la continuité de l'alliance avec LFI aux régionales.

Cette confusion est illustrée par la déclaration issue de la Conférence qui n'a eu de majorité que parce que la P2 a trouvé le soutien de la P4 qui militait contre le fait que le NPA présente un candidat ! Cette déclaration entretient les ambiguïtés, tenant entre autres à préciser que Jean-Luc Mélenchon n'est « pas un adversaire » et ignorant délibérément les deux autres candidats révolutionnaires déjà déclarés, Nathalie Arthaud et Anasse Kazib.

Cette absence vaut orientation, comme le choix fait depuis d'intituler une note aux militantEs « On sera là », en référence à l'intitulé de la liste LFI-NPA en Nouvelle-Aquitaine. Une orientation qui est imposée de fait, comme le



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

candidat, en évitant le débat de fond sur notre compréhension de la période et des tâches qui en découlent pour les révolutionnaires.

Mais l'esquive ne peut durer. Le NPA vit un moment charnière, il va devoir se redéfinir, se refonder, se donner un programme répondant à la nouvelle

période. Il est devenu incontournable de se dégager du compromis qui a prévalu à la fondation du NPA, il faut choisir entre la politique dite des « partis larges » portée par la Quatrième Internationale et sa section française, dont sont membres les animateurs de la P2 et de la P4, et le projet de construction d'un parti révolutionnaire des travailleurEs.

Ce choix dépend de notre compréhension de l'évolution du capitalisme, de l'intensification de la lutte de classe, des dynamiques politiques en cours à l'échelle internationale et du rôle que peut jouer le monde du travail face à la catastrophe annoncée alors que les conditions objectives de la révolution mûrissent, elles aussi, de façon accélérée. Ces débats et les clarifications qui en découlent sont incontournables.

Au cœur de la présidentielle, la question du pouvoir, du contrôle des travailleurEs sur la société

La présidentielle, moment où la question du pouvoir est posée à grande échelle, est l'occasion pour les révolutionnaires de porter un programme

faisant le lien entre les exigences immédiates du monde du travail et des classes populaires et la contestation de la propriété capitaliste, de l'exploitation. Elle est l'occasion de formuler une critique socialiste du capitalisme posant la nécessité du contrôle des travailleurEs sur l'économie et la marche de la société imposant un autre mode de production, une autre façon de produire, portant la perspective socialiste et communiste. La campagne présidentielle peut permettre de faire entendre à une large échelle que face à la catastrophe économique, écologique, sociale et démocratique en cours, il ne peut y avoir d'autre réponse que l'intervention directe des premières et premiers de corvée, la voie révolutionnaire. Elle peut contribuer à regrouper des travailleurEs, des jeunes, des équipes militantes combattives autour d'un tel programme.

Cette orientation est incompatible avec une politique qui s'inscrit dans les recompositions ou plutôt les décompositions dans la gauche de la gauche, en particulier dans la perspective de l'après Mélenchon. Elle demande au

contraire une claire indépendance vis-à-vis de cette gauche et de ses différents morceaux et satellites. Philippe, de par son engagement avec LFI, ne pouvait de toute évidence être le bon candidat pour porter cette indépendance. Les camarades de la plus forte minorité ont tenu à l'imposer, donc acte. Nous nous sommes abstenus sur l'orientation (votée à 55 % avec les voix de la P4) et n'avons pas participé au vote sur le nom du candidat.

Nous ne souhaitons pas faire obstacle à la politique de cette majorité relative qui, elle, a par contre commencé par refuser d'associer les porte-parole proposés par la P5... ce qui augure mal de sa volonté de regrouper le parti. Nous prendrons pour notre part nos responsabilités politiques, au sein du NPA et du mouvement révolutionnaire, dans la campagne à venir et pour participer au travail des anticapitalistes et révolutionnaires pour aider le monde du travail à faire face, en toute indépendance des différents composantes de la gauche.

Galia (91), Henri (65), Isabelle (33), Laurent (33), Yvan (91)

Plateforme 2

En avant, rassemblons-nous pour la campagne présidentielle du NPA autour de son candidat Philippe Poutou !

Samedi 26 juin, à l'entrée de la conférence nationale, tout était encore à faire. Pendant plusieurs semaines, un certain nombre de camarades de la P1, de la P5 et de la P3 avaient combattu la candidature de Philippe Poutou dans les AG locales, expliquant que cette CN devait être l'occasion de « tourner la page des alliances avec les réformistes », d'une « rupture » avec l'orientation proposée par la P2. Dans beaucoup d'AG, on a entendu des caricatures et d'inacceptables amalgames entre l'orientation de camarades du NPA – en Nouvelle-Aquitaine, en Occitanie, partout ? – avec celle des réformistes, traçant des lignes rouges, certainEs exerçant même un chantage à la recherche des signatures si Philippe était choisi comme candidat...

Fort heureusement, une majorité des militantEs a su refuser ces coups de pression, et c'est sur la base d'un socle politique solide et cohérent – du profil et programme proposés jusqu'au nom du candidat – que nous avons abordé cette CN, avec la ferme volonté de créer les conditions d'un cadre politique de rassemblement pour lancer la campagne présidentielle.

Acter un cadre politique, décider d'un candidat

Pendant ce week-end, nous avons donc avec persévérance avancé sur deux points :

– Travailler à une déclaration de la conférence nationale pour définir une orientation et un profil, avec l'ensemble des plateformes qui le souhaitaient sans exclusive. Nous avons proposé samedi midi un projet de texte, et nous nous félicitons que la déclaration finalement adoptée par la CN soit le produit d'un travail collectif entre la P2, la P4 (qui souhaitait participer au débat sur le profil de notre campagne même si elle n'en partageait pas les conclusions) et la P5. Emportées par leur propre animosité, la P1 et la P3, prétendument soucieuses de discuter du fond, sont totalement restées en dehors de cette élaboration.

– Porter la candidature de Philippe, la plus consensuelle en interne, et qui, dans une situation globale compliquée, a le plus de légitimité et de visibilité hors de nos rangs. Nous avons proposé de mettre en place un collectif pluraliste de porte-parole pour accompagner le candidat (une proposition déjà présente dans nos textes). C'est ce que nous avons en particulier défendu dans le cadre de la commission des candidatures/porte-parole qui s'est réunie durant cette CN.

La condition de l'existence d'un tel collectif, c'est évidemment qu'au-delà des trajectoires politiques de chacunE, ces porte-parole s'inscrivent dans le cadre de la campagne (autour de la déclaration) et de son candidat. Il y avait donc un consensus politique



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

minimum à acter lors de cette CN, et on ne peut que regretter qu'au moment où on le touchait du doigt, les animateurEs de la P5 aient préféré faire le choix de se dérober à leurs responsabilités pour des raisons incompréhensibles : amendements insignifiants sortis du chapeau, exigence non discutable que la P5 ait trois porte-parole de campagne... Comment est-il possible de conditionner un accord politique, le vote d'un texte qui fait consensus, à un accord préalable sur les noms des porte-parole de campagne ?

Et maintenant ?

Le bilan de cette CN reste donc mitigé, la P4 ayant voté avec nous le positionnement politique de la campagne et son programme mais pas les autres plateformes, en particulier la P5 qui avait pourtant amendé le texte et signifié, du moins pour une partie de ses membres, son intention de le voter avant ce revirement de dernière minute. C'est donc avec pratiquement pas d'opposition, mais sans les voix des différentes fractions, que notre camarade Philippe Poutou a été désigné candidat.

En conclusion de cette CN, nous avons fait le choix de ne fermer aucune porte et de laisser ouverte la possibilité à toutes celles et tous ceux qui s'y reconnaissent de prendre toute leur place dans la campagne. Cela concerne tant le collectif de porte-parole (dont le principe a été décidé, mais sans mention nominale à cette étape) que l'équipe chargée d'animer la campagne, politiquement et sur le plan organisationnel (en particulier pour la recherche des fameux 500 parrainages).

Les débats ont eu lieu, démocratiquement, chacun a pu donner son opinion, il faut maintenant avancer, l'heure est à se mettre en route. C'est pour cela que nous continuons à appeler les camarades, quel qu'ait été leur vote, à prendre toute leur place dans la campagne du NPA, qui est aussi la leur s'ils et elles le souhaitent. ChacunE doit prendre maintenant ses responsabilités, en particulier au sein de la P4 et de la P5 avec qui nous avons commencé à tracer un cadre politique commun autour de la déclaration, car personne ne sortirait gagnant d'un échec du NPA. Nous appelons donc touTEs les camarades à se mettre en campagne autour de la candidature anticapitaliste et révolutionnaire de Philippe Poutou, pour une campagne qui peut être de façon modeste mais réelle un point d'appui pour notre camp social, et qui peut aider le NPA à retrouver une voix entendue largement.

Plateforme 3

Cette candidature n'est utile ni aux idées révolutionnaires ni aux luttes de notre classe

Délégués de la pf3, nous sommes les seuls à avoir voté contre la déclaration de la CN et la troisième candidature de Philippe. Nous estimons qu'elle n'est utile ni aux mobilisations de notre classe ni à la construction du NPA – et moins encore du parti réellement révolutionnaire dont notre classe a besoin. Nous avons expliqué dans notre plateforme que la question du programme était décisive et qu'une éventuelle candidature ne pouvait que lui être subordonnée. Or la déclaration de la CN confirme l'incapacité de la majorité du NPA à proposer un véritable programme révolutionnaire. D'abord, elle revendique « un revenu tout au long de la vie, au moins égal à un SMIC de 1800 euros net, y compris lorsque l'on est sans travail », en se contentant de mettre en avant la nécessité de partager le temps de travail et d'interdire les licenciements. Or elle ne dit pas que cela est impossible sans l'expropriation des capitalistes. Cela revient donc à semer des illusions, voire à reprendre sous une forme plus « radicale » le « revenu universel » de Hamon. Nous avons défendu au contraire la nécessité de mettre en avant la « garantie économique générale » assurant la satisfaction des besoins fondamentaux par l'extension de la sécurité sociale, une caisse de salaire et une caisse d'investissement financées par la valeur ajoutée d'unités de production agréées par les Assemblées générales de travailleurEs et d'usagerEs. Or cela implique la conquête du pouvoir par les travailleurEs et la fin des grands groupes capitalistes, par l'expropriation immédiate des uns et l'asphyxie économique des autres.

De même, la déclaration de la CN dit qu'il faut « en finir avec un régime autoritaire, raciste et inégalitaire », donc « défendre la fin de cette république impérialiste des riches et des patrons et du présidentielisme particulièrement incarné par Macron » ou encore la « suppression des corps spéciaux de répression (BAC, BRAV...) ». Or il ne s'agit nullement là d'un programme révolutionnaire : des réformistes aussi veulent en finir avec cette république, et les révolutionnaires ne sauraient approuver le maintien des corps « normaux » de répression, des CRS, de la gendarmerie, des juges et procureurs non élus, des hauts fonctionnaires non contrôlés, etc. Il s'agit en effet de liquider les institutions régaliennes de l'État bourgeois et de constituer de nouvelles institutions, sur la base de la démocratie ouvrière, dont la Commune a fourni un modèle. Que ce soient des fonctions de pouvoir civil ou des tâches répressives, toutes devraient être exercées par touTEs, à tour de rôle, en élisant les responsables et en contrôlant les spécialistes indispensables. Non seulement la déclaration de la CN n'augure pas d'une campagne apte à faire progresser les idées révolutionnaires, mais elle ne propose même pas des perspectives utiles aux mobilisations de notre classe. En particulier, elle ignore la question clé des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, elle n'a pas un mot contre leur stratégie du « dialogue social » et des journées d'action dispersées, comme si cela n'avait pas un rôle majeur dans les défaites des années précédentes et dans la difficulté générale de mener et de

coordonner les luttes. Il ne suffit pas de se prononcer contre « l'union de la gauche » (encore heureux!), de critiquer Mélenchon et LFI, ni de regretter « l'absence de représentation anticapitaliste de masse ». Car il y a bien des forces politiques et syndicales qui continuent d'influencer une bonne partie des masses et jouent un rôle important dans les luttes (surtout dans leurs défaites) comme sur le terrain électoral. Or, en ne s'adressant pas à ces forces, en n'ayant aucune politique à leur égard, tout en ne proposant pas non plus un programme politique clairement contradictoire au leur, le NPA ne pourra guère faire la différence et attirer à lui les secteurs les plus avancés de notre camp social. En particulier, entre la LFI, qui a un programme clair, quoique de type réformiste, et LO, qui met en avant le projet du communisme, quoique de façon routinière et abstraite (sans compter l'éventuelle candidature d'Anasse), on ne voit vraiment pas ce que la candidature de Philippe va apporter d'utile. Il ne suffit pas d'avoir un bon profil de candidat, de tacler à la télévision des politiciens corrompus, de soutenir les luttes et d'attirer la sympathie : on a vu en 2012 et 2017 que cela ne permettait guère de construire le NPA, et le contexte politique, notamment la polarisation sur Macron, Le Pen et Mélenchon, rendra cette troisième campagne encore moins efficace. Dans ces conditions, nous désapprouvons les décisions de la CN et nous nous donnons l'été pour décider de la campagne que nous ferons – ou pas – dans le contexte de la présidentielle.

Tendance Claire du NPA

Plateforme 5

Dépasser l'échec de la CN pour une campagne révolutionnaire de tout le NPA : le temps presse!

Les 50 AG électives de la CN ont rassemblé 1250 militantEs et montré un NPA bien vivant, capable de saisir les occasions de se déconfiner, non seulement sur le terrain des mobilisations mais aussi sous ses propres couleurs politiques en présentant une candidature révolutionnaire aux présidentielles.

Les promesses d'AG nombreuses et dynamiques

Cette volonté affichée par 85 % des votantEs traduisait une demande de rupture avec l'effacement politique pratiqué depuis 2017 dans tous les rendez-vous électoraux, qui n'a pas manqué de se traduire par un alignement programmatique sur La France insoumise lors des régionales en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie. Une majorité de militantEs du NPA a affirmé à juste titre qu'il fallait défendre nous-mêmes notre programme, un programme de lutte anticapitaliste et révolutionnaire, car personne ne le ferait à notre place. Partisans de la tenue de cette conférence comme moyen d'impulser une telle campagne, nous avons souligné le caractère positif de ces résultats dans une tribune précédant la réunion des délégués de cette conférence le week-end des 26 et 27 juin. Mais nous insistions sur une démarcation politique nécessaire : pour lancer une campagne destinée à toucher largement le monde du travail et la jeunesse, une campagne qui permette de populariser nos idées afin qu'elles servent de points d'appui dans les luttes sociales à venir, une campagne qui permette aussi de construire le NPA comme parti

révolutionnaire plus implanté et plus à même d'intervenir dans la lutte des classes, il fallait rompre le front politique avec la gauche, même « radicale », incarné par les alliances aux élections régionales.

L'échec d'une CN verrouillée par l'alliance entre Pf2 et Pf4

La Pf2, arrivée en tête avec 44 % des voix, a fait mine de ne pas vouloir trancher, au nom du « rassemblement » du parti. Les délégués étaient donc priés de ne pas revenir sur l'épisode des régionales, ramenées à de simples « élections locales ». La commission des candidatures, mandatée par une motion majoritaire dans les AG, est restée une coquille vide, sommée d'avaliser le candidat désigné par la plus grosse minorité. À force d'ajouter de la poussière sous le tapis, les contradictions sont apparues au grand jour : la campagne est lancée dans la continuité de la politique d'alliance avec la FI, avec le candidat qui l'incarne le plus, et une déclaration politique qui n'est majoritaire que grâce... aux 10 % des camarades de la Pf4 qui ne veulent pas de candidature ! Cette orientation colore les premières apparitions publiques de notre candidat. Tout en tenant à se démarquer fermement de LO (dont les bons scores aux régionales sont volontairement ignorés), beaucoup de temps est passé à vanter les alliances avec la FI aux municipales et aux régionales (jusque dans notre propre journal où un quart de l'interview y est consacré!), présentées comme une « prolongation de l'unité dans les luttes ». Une chose est de chercher à frapper ensemble, à entraîner le plus largement possible dans la lutte, une tout autre de mélanger notre programme de rupture

anticapitaliste et révolutionnaire avec les illusions institutionnelles de la gauche au moment des élections, qui consistent à nous faire croire que « jours heureux » et capitalisme seraient compatibles. S'attaquer aux profits, à la propriété privée, au pouvoir patronal, voilà les lignes de rupture politiques entre nous et le reste de la gauche institutionnelle y compris la FI. Ce qui se traduit dans toutes les questions brûlantes : les luttes pour l'emploi se mèneront-elles sur le terrain de la relocalisation de l'industrie française, pour les plans industriels nationalistes des directions syndicales ou pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous ? Les mobilisations des jeunes pour le climat seront-elles canalisées vers un replâtrage vert pâle du système ou réussiront-elles à mettre en cause la gestion capitaliste de l'économie ? Ceux qui se mobilisent contre les violences policières le feront-ils pour le remplacement de la BAC par une « police républicaine » ou contre le racisme et la violence de l'État en général ?

Mener une campagne révolutionnaire de tout le NPA : le temps presse!

L'utilité de notre campagne est de donner des réponses à ces questions, assumer notre stratégie révolutionnaire et notre projet de société communiste tout en étant capable de proposer l'unité d'action la plus large pour renforcer le rapport de forces. Une semaine après son lancement raté, il faut réorienter cette campagne mal engagée. La Pf5 s'y emploiera comme elle s'emploie à construire et armer le NPA.

Armelle, Aurélien, Gaël, Marie-Hélène, Zara

Plateforme 4

Pendant les élections et au-delà, un nouvel élan

Les votes des militantEs ont donné une claire majorité pour l'orientation commune aux plateformes 2 et 4. C'est une bonne nouvelle qui montre que le vote du CPN pour appeler à voter LO contre les listes dans lesquelles nos camarades étaient impliqués en Occitanie-Catalogne Nord et Nouvelle-Aquitaine ne correspond pas à la majorité réelle du NPA.

Nos arguments, notamment concernant l'urgence de travailler à la construction d'une expression politique large des exploités et des opprimés autour d'une perspective émancipatrice, égalitaire, écosocialiste sont partagés par nombre de camarades ayant finalement voté pour la P2.

C'est cette question qui est le véritable désaccord de fond au sein du NPA. Malgré notre divergence tactique sur la présidentielle, que nous ayons voté P2 ou P4, nous refusons les conceptions identitaires d'auto-affirmation révolutionnaire du NPA qui ne pensent ni la nécessité de son dépassement ni celle d'une nouvelle étape du rassemblement de celles et ceux qui cherchent des réponses politiques et organisationnelles pour porter un projet émancipateur.

Si nous prenons acte qu'une majorité de militantEs a voté pour que le NPA présente unE candidatE à la présidentielle, nous souhaitons que la majorité politique P2-P4 donne l'orientation de la campagne à venir, qui sur le fond devrait être la même, avec ou sans candidatE, même si nous continuons à penser qu'elle serait plus efficace sans candidatE. C'est pour cette raison que nous avons voté la partie de la déclaration qui définit l'orientation de la campagne, même si ce n'est pas celle-là que nous aurions écrite, et que nous nous sommes abstenus sur le choix du candidat (sans que ce soit une condamnation de Philippe ou de la politique unitaire menée en Nouvelle-Aquitaine).

Et maintenant ?

Les luttes n'ont pas réussi à défaire l'offensive capitaliste autoritaire. Le débat public est saturé par les thèmes de l'extrême droite poussés par la stratégie de Macron qui pense assurer sa réélection en créant les conditions d'un second tour contre Le Pen. En l'absence de débouché politique aux luttes, la désespérance et le profond ras-le-bol dominant. L'abstention massive des jeunes et des milieux populaires en est une illustration, mais sous l'effet spécifique de la logique présidentielle, en 2022 la volonté de dégager Macron pourrait aussi se traduire par un vote Le Pen.

Néanmoins, les enjeux ne se cantonnent pas à l'élection présidentielle. Voyons au-delà et dessinons la perspective d'un rassemblement des anticapitalistes. Le rejet du système capitaliste, de l'injustice et du productivisme destructeur est de plus en plus net, présent dans les luttes et largement partagé. Mais un front de résistance fort et populaire indispensable fait cruellement défaut. Le NPA ne peut seul construire un nouvel outil politique capable de redonner espoir dans la construction d'alternatives écosocialistes.

En revanche, en tournant le dos à toute affirmation identitaire, le NPA peut être moteur pour constituer un pôle radical et de résistance en rupture avec le sectarisme comme avec les illusions électoralistes.

Nous proposons de poursuivre et d'approfondir les discussions avec les secteurs militants, organisés ou pas, des activistes des mouvements sociaux, que ce soit Se Fédérer, Rejoignons-nous, des syndicalistes, des militantEs de l'antiracisme, des féministes, des activistes du climat et des luttes sociales, avec touTEs les anticapitalistes.

L'enjeu est de bousculer le débat public : affronter le racisme et les violences policières, l'oppression et les violences patriarcales ; imposer les urgences écologiques et sociales contre la tyrannie du capital : réduction et partage du temps de travail, arrêt des productions inutiles et reconversion sous contrôle des salariéEs et de la population, interdiction des licenciements, continuité du salaire et gratuité pour les besoins élémentaires ; faire entendre une alternative écosocialiste : produire et transporter moins, partager plus et prendre soin.

Ce travail commun pourrait déboucher sur des assises anticapitalistes dans un délai à fixer avec celles et ceux qui sont prêts à s'investir dans une telle perspective.

Cette campagne électorale ne peut être une parenthèse pour notre démarche de construction d'une nouvelle étape du regroupement des anticapitalistes, particulièrement dans la situation politique actuelle. Nous sommes dès maintenant disponibles pour ce travail.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MLO

« Les exigences de nouvelles coupes dans les dépenses publiques et sociales vont être très fortes »

Entretien. Éric Toussaint est porte-parole du CADTM international (Comité pour l'abolition des dettes illégitimes) et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France.

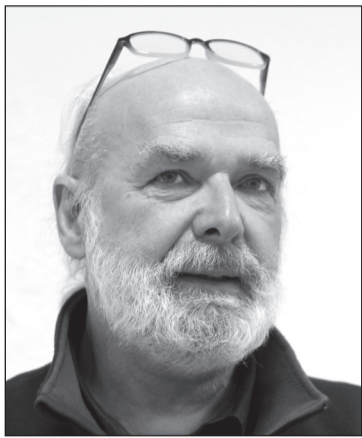


PHOTO THÈQUE ROUGE/MILU

Les marxistes ont souvent hésité lors du début de la crise économique actuelle : crise capitaliste classique dont les prodromes étaient déjà évidents ou bien crise spécifique résultant de la pandémie ? À la lumière des événements, qu'en pensez-vous aujourd'hui ?

La réponse est claire et simple : les deux explications ne sont pas contradictoires, leur combinaison permet de comprendre ce qui se déroule sous nos yeux. Avant la pandémie de covid, une crise capitaliste classique avait démarré : en 2019, réduction importante de la production industrielle en Allemagne et dans plusieurs secteurs de l'industrie des États-Unis et ralentissement économique en Chine en 2019, début de crise financière aux États-Unis à partir de septembre 2019, productivité en baisse dans les principales économies, stagnation ou baisse du taux de profit... Cette crise classique en cours d'aggravation a été suivie à partir de décembre 2019 en Chine, puis de mars 2020 en Europe occidentale et en Amérique du Nord, puis dans le reste du monde, d'une énorme crise sanitaire provoquant un arrêt des chaînes de production, d'approvisionnement et de distribution. Les économistes qui nient la spécificité des effets de la pandémie sur l'économie se trompent, tout comme se trompent ceux et celles qui affirment que la crise est due à un choc externe, c'est-à-dire aux effets de la pandémie sur l'économie.

Contrairement aux illusions de certains sur le relâchement des contraintes institutionnelles (UE, FMI...) et la baisse des taux, les contraintes liées à la dette publique n'ont pas disparu. Comment vois-tu la situation « post-covid », au Nord et au Sud ?

Effectivement, comme tu le dis, certains à gauche tendent nettement à présenter comme un tournant fondamentalement positif la nouvelle politique des banques centrales et des gouvernements qui consiste depuis mars 2020 à augmenter le déficit budgétaire et la dette publique. C'est dangereux car cela pousse à baisser la garde et à réduire la critique des politiques économiques qui sont appliquées et des institutions comme la BCE, la Commission européenne et les gouvernements nationaux. Or l'augmentation du déficit public sert à mettre en place des amortisseurs sociaux (indemnités de chômage, aides financières ponctuelles aux ménages et à certains secteurs économiques fortement impactés...) sans taxer les capitalistes et leurs entreprises. Il n'y a pas non plus de véritable refinancement du secteur public de la santé. Les contraintes liées à la dette publique ont été provisoirement fortement assouplies en attendant le retour du bâton et de nouvelles mesures structurelles

d'austérité dans un an ou deux. Lorsque la discipline sera de nouveau exigée par les instances européennes en application des traités, la dette publique aura à ce point augmenté que seront très fortes les exigences de nouvelles coupes dans les dépenses publiques et sociales, combinées à l'exigence de nouvelles contre-réformes sur le terrain des droits des salariéEs et des allocataires sociaux. Il fallait augmenter le déficit public pour financer un vaste plan de dépenses tout en appliquant de manière complémentaire des prélèvements sur le 1% le plus riche de la société tant au niveau du patrimoine que des revenus. Le plan de relance des dépenses publiques est finalement très limité et entièrement financé par le recours à la dette. Enfin, il est très clair que la pandémie du coronavirus a augmenté encore un peu plus les inégalités de répartition des revenus et des patrimoines. L'inégalité devant la maladie et devant la mort a crû également de manière dramatique. Les gouvernements et le Grand Capital n'abandonneront la poursuite de cette offensive contre les intérêts de l'écrasante majorité de la population que si de très puissantes mobilisations les contraignent à faire des concessions ou si une révolution sociale triomphe.

Il faut contribuer autant que possible à ce qu'un nouveau puissant mouvement social et politique soit capable d'aider à la convergence des luttes sociales et de contribuer à l'élaboration d'un programme de rupture avec le capitalisme en mettant en avant des solutions anticapitalistes, antiracistes, écologistes, féministes et socialistes. Face à la crise multidimensionnelle du capitalisme et à sa course vers l'abîme due à la crise écologique, aménager le capitalisme n'est pas une véritable option, ce ne serait qu'un moindre mal qui n'apporterait pas les solutions radicales qu'exige la situation.

Dans un article récent, tu cites Lissagaray, historien et militant de la Commune, qui a écrit à propos de la Banque de France : « La Commune s'est arrêtée devant le coffre-fort de la bourgeoisie ». Question toujours d'actualité : comment se pose-t-elle aujourd'hui ?

La Banque de France était au cœur de la Commune de Paris. Suite aux événements de mars 1871, les Communistes ne prennent pas la banque, qui reste dans les mains du gouvernement de Thiers et qui continue à le financer (il recevra plus de 350 millions de francs or,

20 fois plus que ce que la Commune a obtenu). C'est Charles Beslay, proudhonien, délégué de la Commune auprès de la Banque de France, qui convainc la Commune de ne pas « violer » (sic!) ni prendre le contrôle de la Banque. Beslay a donc permis à la Banque de France de continuer à financer Thiers, qui a pu ainsi réorganiser l'armée et réprimer la Commune. Pour Beslay, la Banque était la fortune de la France et la prendre aurait signifié le chaos. D'ailleurs, Beslay a été le seul dirigeant communal qui n'a pas été exécuté, emprisonné ou exilé. Il s'est réfugié en Suisse avec l'autorisation de Thiers.

Il fallait prendre physiquement la Banque de France. Cela était tout à fait possible, sans effusion de sang. Il fallait la mettre au service de la Commune et empêcher Thiers de s'en servir pour préparer la répression de la Commune. L'argument du chaos... c'est le même argument depuis des siècles. Nous avons entendu la même chose en Grèce, avec Varoufakis qui, avec Tsipras, décide de laisser en place le gouverneur de la Banque de Grèce – fidèle allié de la Troïka et des banquiers privés grecs. Au contraire, les révolutionnaires cubains prennent dès la victoire de la révolution en 1959 le contrôle de la Banque de Cuba et Che Guevara devient son directeur. De son côté, le gouvernement des soviets avait exproprié toutes les banques russes en décembre 1917. Concernant la question de la Banque centrale, des banques privées et du secteur de la finance en général, on constate un appauvrissement très grave des programmes des organisations qui revendiquent une orientation de gauche. En 2019, le

Manifeste du parti travailliste, sous la présidence de Jeremy Corbyn, bien que radical sur une série de questions comme les renationalisations et l'annulation de la dette des étudiants, est muet sur la City de Londres et sur la Banque d'Angleterre ; le programme de Bernie Sanders en 2019-2020, radical sur la question fiscale et sur les dettes étudiantes, était également silencieux sur la Banque centrale (la FED) et sur les grandes banques privées. Les programmes d'autres organisations politiques comme Podemos, Diem25, Die Linke, sont soit muets, soit très modérés et donc tout à fait inappropriés quand il s'agit d'aborder la question de la banque centrale, des grandes banques privées, de la monnaie et de la dette publique. Plus généralement, en matière de finance, la solution est claire : il faut procéder à des suspensions de paiement en excluant le versement d'indemnités de retard. Au-delà d'une suspension de paiement, il faut procéder dans chaque pays à des audits de la dette avec une participation active des citoyenEs afin de déterminer la partie illégitime, odieuse, illégale et/ou insoutenable qu'il faut annuler. Au niveau du CADTM, qui est un réseau mondial actif principalement au Sud de la planète mais aussi au Nord, nous considérons que la nécessité de recourir à des suspensions de paiement et à des annulations de dettes ne concerne pas que les pays en développement qu'ils soient émergents ou non. Cela concerne également les pays du Nord. Et il faut aussi oser parler d'annulation des dettes abusives réclamées aux classes populaires.

Propos recueillis par Henri Wilno

L'image de la semaine



Vu ailleurs

ASSA TRAORÉ RELAXÉE. Assa Traoré l'avait dit à la barre de la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, le 7 mai dernier : « Ce texte, je l'assume. » Elle le peut d'autant plus que la justice le lui permet, en la relaxant ce jeudi 1^{er} juillet, en considérant que cet écrit n'avait rien de diffamatoire. Une lettre qu'elle avait publiée sur Facebook en juillet 2019, trois ans après la mort d'Adama Traoré sur le sol de la gendarmerie de Persan, où elle faisait la liste de tous ceux qui avaient entravé la justice sur le chemin de la vérité. Les gendarmes, qui n'avaient pas apprécié de voir leurs noms cités, avaient déposé plainte pour diffamation contre la jeune femme de 36 ans, mère de trois enfants.

Le tribunal a estimé lui, que le sujet traité par « les propos litigieux » est « d'intérêt général », puisqu'il touche « à la question du fonctionnement des institutions et des services publics ». L'objet de la tribune, construite sur le modèle du texte « [«]accuse »] d'Émile Zola, « dans son ensemble et au-delà même des accusations portées contre les gendarmes, étant de critiquer les méthodes policières et d'assistance aux personnes puis le déroulement de la procédure judiciaire destinée à faire la lumière sur les circonstances du décès d'Adama Traoré », expliquent les juges dans leur motivation.

Les magistrats ont rappelé aussi que le combat d'Assa Traoré n'est pas seulement celui d'une famille, mais qu'il embrasse bien une cause : « Il convient de préciser à cet égard qu'au moment où Assa Traoré publie son texte, en juillet 2019, à la date anniversaire de la mort de son frère, qui correspond aussi à la date de sa naissance, cette affaire avait déjà pris une dimension dépassant le cas particulier, au vu de son retentissement national et international. » [...]

Dans sa tribune, Assa Traoré accusait les gendarmes « d'avoir tué [son] frère », de « ne pas [l']avoir secouru », et « d'avoir refusé de démentir Adama Traoré en affirmant qu'il simulait alors qu'il était en train de mourir ». Les juges qui précisent ne pas porter « un quelconque avis sur le traitement policier et judiciaire de l'affaire concernant Adama Traoré », ont considéré qu'il est « incontestable que s'expriment, à travers cette affaire, un ensemble de préoccupations sociales et sociétales d'une réelle importance dans la France d'aujourd'hui, susceptible d'alimenter un débat d'intérêt général majeur ». Enfin.

Elsa Vigoureux, « Poursuivie pour diffamation envers des gendarmes, Assa Traoré a été relaxée », l'Obs, 1^{er} juillet 2021.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	

Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755
Date : Signature obligatoire :